



Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

Provisoire

9308^e séance

Lundi 24 avril 2023, à 15 heures

New York

Président : M. Vershinin (Fédération de Russie)

Membres :

Albanie	M. Stastoli
Brésil	M. de Almeida Filho
Chine	M. Tian Bingxu
Émirats arabes unis	M. Almahmoud
Équateur	M. Fiallo Karolys
États-Unis d'Amérique	M. Mills
France	M ^{me} Blachez-Eteneau
Gabon	M ^{me} Onanga
Ghana	M ^{me} Miftau Sulemana
Japon	M. Hamamoto
Malte	M ^{me} Galea
Mozambique	M. Bambissa
Suisse	M. Hauri
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} O'Kelly

Ordre du jour

Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Un multilatéralisme efficace reposant sur la défense des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies

Lettre datée du 3 avril 2023, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2023/244)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance, suspendue à 13 h 20, est reprise à 15 h 5.

Le Président (*parle en russe*) : Je rappelle à tous les orateurs et oratrices qu'ils sont priés de limiter la durée de leurs déclarations à un maximum de quatre minutes afin que le Conseil puisse mener ses travaux avec diligence.

Je donne maintenant la parole au représentant du Viet Nam.

M. Dang (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier la Fédération de Russie d'avoir organisé le présent débat public.

Le Viet Nam s'associe à la déclaration qui sera prononcée par le représentant de l'Azerbaïdjan au nom du Mouvement des pays non alignés.

Le Viet Nam est un ardent défenseur du multilatéralisme et ne cesse d'en souligner l'importance, en défendant la Charte des Nations Unies et le rôle de l'Organisation, qui est de répondre au mieux aux besoins et aux intérêts de tous les Membres. Toutefois, la poursuite du multilatéralisme est aujourd'hui entravée par de lourds défis qui mettent en péril l'esprit de coopération et l'ordre international fondé sur des règles, ce qui a pour effet d'aggraver les tensions existantes, d'éroder la confiance et de porter atteinte à la paix et à la sécurité internationales.

Dans ce contexte, le Viet Nam estime que, premièrement, le multilatéralisme n'est efficace que s'il est fondé sur le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international. Il est donc nécessaire que tous les États Membres adhèrent à la Charte, en particulier aux principes du respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États, de la non-ingérence, du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force, et du règlement pacifique des différends. Tous les différends doivent être réglés par des moyens pacifiques, dans le plein respect des procédures juridiques et diplomatiques. Toutes les voies et tous les moyens doivent être explorés pour prévenir les conflits et trouver des solutions aux problèmes liés à la paix et à la sécurité.

Deuxièmement, le multilatéralisme n'est efficace que s'il est fondé sur la bonne volonté, le respect mutuel, la compréhension mutuelle et la coopération, dans un esprit d'ouverture, d'inclusion et d'égalité. Les mesures imposées, les ingérences et les actions unilatérales n'ont pas leur place dans la bonne conduite des affaires internationales. On attend tout particulièrement des grandes puissances qu'elles se comportent de manière responsable et qu'elles œuvrent pour le bien commun et non en

fonction de leurs intérêts égoïstes. Un dialogue constructif et le respect des droits et intérêts légitimes de toutes les parties, conformément au droit international, sont essentiels pour régler les différends et réduire les tensions.

Troisièmement, le multilatéralisme n'est efficace que s'il existe des institutions multilatérales fortes. L'ONU et ses principaux organes doivent continuer à jouer un rôle central dans la promotion de la coopération, du dialogue et de la solidarité au service de la paix et de la sécurité internationales, dans le respect de l'état de droit et du multilatéralisme. À cet égard, nous appuyons le rôle que joue le Conseil de sécurité pour assurer le respect de la Charte et de l'état de droit, comme cela a été réaffirmé dans la déclaration du Président du Conseil de sécurité de janvier 2020 (S/PRST/2020/1).

Le renforcement de la collaboration et l'approfondissement des partenariats entre l'ONU et les organisations régionales permettraient également de trouver des solutions aux problèmes mondiaux et régionaux. À cet égard, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, grâce à ses mécanismes et à sa collaboration constructive avec ses partenaires extérieurs, a contribué à la paix et à la prospérité en Asie du Sud-Est et au-delà.

Il est de notre devoir de défendre les valeurs consacrées par la Charte et de promouvoir un multilatéralisme efficace, qui est la voie la plus viable pour relever les défis complexes de notre époque. Ce faisant, nous pouvons bâtir un monde plus sûr, plus prospère et plus équitable dans l'intérêt des générations futures.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Indonésie.

M. Nasir (Indonésie) (*parle en anglais*) : Nous remercions la Fédération de Russie d'avoir organisé le présent débat public, ainsi que le Secrétaire général de son exposé édifiant.

L'Indonésie s'associe à la déclaration qui sera prononcée par le représentant de l'Azerbaïdjan au nom du Mouvement des pays non alignés.

La Charte des Nations Unies a jeté les bases de la coopération multilatérale. Les principes du multilatéralisme, tels que l'inclusivité, la solidarité, le respect du droit international et le règlement pacifique des différends, ont été la pierre angulaire de l'ONU et ont guidé ses travaux à travers de nombreuses périodes de turbulences.

Il est donc décourageant de constater que nous assistons ces derniers temps à la montée de l'unilatéralisme et à des actions menées par un petit groupe de

nations en vue de relever les défis mondiaux, au mépris de la Charte des Nations Unies. Si d'aucuns voient dans ces actions un gage d'efficacité et de rapidité, nous estimons, quant à nous, qu'elles portent atteinte au multilatéralisme et à la Charte. L'Indonésie est d'avis que l'équilibre entre l'adhésion à la Charte et la rapidité de l'action multilatérale est le meilleur moyen de relever les défis mondiaux et de réduire l'unilatéralisme.

À cet égard, je voudrais souligner trois points.

Premièrement, nous devons réaffirmer l'engagement que nous avons pris et les vœux que nous avons formulés de considérer la Charte des Nations Unies comme la base de nos principes directeurs collectifs. La Charte des Nations Unies représente notre volonté collective de préserver les générations futures du fléau de la guerre, de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande. Dans le même temps, elle fournit une plateforme fondée sur des règles propice à la coopération et au dialogue multilatéraux. En faisant respecter la Charte, nous unissons nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales.

Deuxièmement, nous devons avoir un nouveau paradigme de multilatéralisme adapté à l'objectif visé. Nous avons besoin d'un modèle gagnant-gagnant, et non d'une structure à somme nulle. Nous avons également besoin d'un paradigme dans lequel le respect du droit international et de la Charte des Nations Unies est toujours défendu. Le Conseil de sécurité doit aussi être bien équipé et capable de s'adapter aux nouvelles réalités mondiales. Un Conseil de sécurité inclusif, démocratique et uni est un point de départ important. Alors que nous examinons actuellement le Nouvel Agenda pour la paix, nous devons aussi saisir cette occasion pour remodeler l'architecture de sécurité de l'ONU, pour faire en sorte qu'elle soit adaptée aux défis actuels et futurs. C'est pourquoi nous demandons instamment à tous les membres, en particulier ceux du Conseil de sécurité, de faire pression pour obtenir des échéances claires et des objectifs pratiques et concrets en ce qui concerne la réforme du Conseil, notamment à l'occasion du Sommet de l'avenir.

Troisièmement, nouer des partenariats solides avec des organisations régionales renforcerait davantage le multilatéralisme. Le principe selon lequel « les voisins connaissent la situation mieux que quiconque » introduit les perspectives régionales et les meilleures pratiques dans le règlement pacifique des différends. Ce principe est en grande partie consacré par la Charte des Nations Unies. Nous sommes convaincus qu'une synergie forte entre l'ONU et les organisations régionales, y compris l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est,

est essentielle. Ce partenariat doit être renforcé pour garantir que les efforts multilatéraux et régionaux se renforcent mutuellement.

La Charte des Nations Unies a été rédigée dans le but d'unir nos efforts pour atteindre nos objectifs collectifs au travers du multilatéralisme. Aucune nation ni aucun petit groupe de nations ne peut à lui seul relever efficacement les défis mondiaux.

L'Indonésie continuera de plaider pour une action concertée afin de renforcer le multilatéralisme. Nous attendons avec intérêt d'y contribuer dans les années à venir.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Éthiopie.

M. Sabo (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Nous tenons à remercier la présidence de la Fédération de Russie d'avoir organisé le présent débat public sur un sujet important et d'actualité. De plus, je remercie S. E. Sergey Lavrov, Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, de présider ce débat public, et le Secrétaire général de son exposé de ce matin.

Les principes consacrés par la Charte des Nations Unies sont intemporels. Aucun groupe régional, aucune alliance régionale ne doit bafouer les principes de souveraineté et d'égalité souveraine, de non-ingérence dans les affaires intérieures des États, d'interdiction de recourir à la force et du règlement pacifique des différends. Tous les États doivent respecter ces principes quelles que soient les circonstances, et dans tous les aspects des relations internationales.

Malheureusement, la concurrence géopolitique malsaine qui prévaut compromet le multilatéralisme et l'efficacité de la sécurité collective. Le paysage géopolitique actuel, marqué par les guerres, la course aux armements, l'instabilité et les défis économiques mondiaux, continue de faire peser une menace sans précédent sur l'humanité. En outre, cela a une incidence négative sur le partenariat mondial dirigé par l'ONU, résumé dans les objectifs de développement durable, qui visent, entre autres choses, à éliminer la pauvreté, lutter contre les effets des changements climatiques, garantir le développement humain et combattre les inégalités. En raison de l'ampleur des défis et de l'absence de solution réelle, notre ordre multilatéral devient théorique et inefficace.

L'ONU n'est pas étrangère à ce type d'obstacle mondial. Toutefois, à l'heure actuelle, l'ordre multilatéral semble s'être enlisé avant de pouvoir se réformer de manière adéquate, à la mesure de la complexité des défis auxquels nous sommes actuellement confrontés. Je pense notamment à la représentation inéquitable

des États, en particulier des pays africains, au sein des organes de l'ONU. De toute évidence, cette injustice pose de plus en plus de problèmes à l'Organisation.

Pour surmonter ces problèmes, nous devons agir de toute urgence. Nous devons concrétiser toutes les déclarations que nous avons faites en faveur de la paix. Nous devons veiller au plein respect de la Charte des Nations Unies et nous montrer à la hauteur de nos engagements liés à la réalisation des objectifs de développement durable, à l'action climatique, au désarmement et à toutes les autres initiatives convenues. Il est impératif que les États Membres veillent à ce que l'ONU fonctionne de manière indépendante et soit neutre sur le plan politique, qu'elle soit capable de gérer avec pragmatisme les affaires mondiales, conformément à la Charte, et de gagner la confiance des peuples du monde.

Les États continuent, à juste titre, d'être au centre de l'ordre multilatéral dirigé par l'ONU. Nous restons convaincus que le système multilatéral dirigé par l'ONU doit être axé sur la participation égale et effective de tous les États. Cela dit, nous sommes conscients de l'influence des entités non étatiques et du rôle de plus en plus important qu'elles jouent dans les questions économiques et commerciales, ainsi que dans la circulation des richesses. Un multilatéralisme efficace permettrait de régler les problèmes d'inégalité et les perturbations de l'ordre économique international. Toutefois, il convient d'insister sur la notion de l'État en tant qu'unité primaire d'engagement dans le cadre du système multilatéral mené par l'ONU. Malgré le rôle vital que jouent les acteurs non étatiques, toute tentative d'éroder la nature intergouvernementale de notre système multilatéral actuel serait extrêmement contreproductive.

L'Éthiopie, en tant que membre fondateur de l'ONU et de l'Union africaine, membre du Mouvement des pays non alignés, et forte de son expérience en matière de multilatéralisme et de sécurité collective, estime que notre communauté d'États est en mesure de s'unir pour redynamiser notre ordre mondial fondé sur la Charte des Nations Unies. Nous pouvons être le socle de l'ONU, en lui permettant de jouer le rôle qui est le sien et de relever les défis auxquels elle est confrontée.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer l'attachement de l'Éthiopie aux principes et valeurs de solidarité inscrits dans la Charte des Nations Unies. Mais, dans le même ordre d'idées, je souhaite réaffirmer que nous sommes convaincus qu'il faut une représentation égale dans tous les organes de l'ONU, prendre en compte la diversité des civilisations, promouvoir la solidarité, coopérer de bonne foi et respecter la souveraineté nationale.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Arménie.

M. Margaryan (Arménie) (*parle en anglais*) : Nous remercions la présidence russe du Conseil de sécurité de nous donner l'occasion de participer au présent débat et d'examiner le sens et le message d'un multilatéralisme efficace et de l'importance de défendre les principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Nous remercions également le Secrétaire général de l'exposé utile qu'il a présenté plus tôt aujourd'hui.

La date d'aujourd'hui, le 24 avril, revêt une signification particulière pour le peuple arménien, puisqu'elle marque la commémoration de la perte de 1,5 million de vies innocentes à la suite d'une campagne systématique de violence contre les Arméniens dans l'Empire ottoman. L'une des pages les plus sombres de l'histoire du début du XX^e siècle, le génocide arménien, nous rappelle brutalement à quel point l'humanité peut s'avilir dans une crise de l'ordre international. Elle montre aussi à quel point il est important de promouvoir la prévention de telles catastrophes, et d'honorer la promesse inscrite dans la Charte des Nations Unies de « préserver les générations futures du fléau de la guerre » qui deux fois au cours du XX^e siècle, a infligé à l'humanité d'indicibles malheurs.

Le peuple arménien, qui a connu les horreurs des atrocités innommables pendant la Première Guerre mondiale, a fait preuve de courage et d'abnégation et consenti d'énormes sacrifices pendant la Seconde Guerre mondiale, ayant payé, pour un petit pays, un coût humain disproportionné pour la victoire et, partant, pour la création de l'organisation internationale connue sous le nom d'Organisation des Nations Unies.

La contribution particulière du peuple arménien à la victoire de la Seconde Guerre mondiale est bien connue. Près de 600 000 Arméniens ont participé à la guerre et plus de la moitié d'entre eux ne sont pas revenus du champ de bataille. Quatre maréchaux, un amiral de la flotte et 60 généraux comptent parmi les Arméniens qui ont combattu pendant la Seconde Guerre mondiale. Des milliers de nos compatriotes de la diaspora sont connus pour les services remarquables qu'ils ont rendus aux forces alliées dans différentes parties du monde, notamment dans les mouvements de résistance.

Les calamités du passé ont permis de tirer des enseignements sans équivoque pour l'avenir du multilatéralisme, qui de fait repose sur sa capacité de protéger les peuples, détenteurs de la Charte des Nations Unies, contre la répétition tragique de souffrances humaines extrêmes.

Le respect des objectifs et des principes du droit international est indispensable au maintien de la paix et de la sécurité internationales, à la prévention et à l'élimination des menaces contre la paix, à la répression des actes d'agression et à l'établissement de relations amicales entre les nations fondées sur le principe de l'égalité des droits et de l'autodétermination des peuples, comme le prescrit la Charte.

L'Arménie n'a cessé d'alerter la communauté internationale sur les cas de violations flagrantes du droit international dans notre région du monde. Nous avons à maintes reprises attiré l'attention du Conseil sur le fait que l'Azerbaïdjan, pays voisin de l'Arménie, dont la taille et les ressources sont nettement supérieures, se livrait à la pratique illégale d'acquisition de territoires par la force.

En 2020, l'Azerbaïdjan a déclenché une vague de violence meurtrière dans la région pour tenter de régler le conflit du Haut-Karabakh par la force, en violation des dispositions de la Charte des Nations Unies. La réalité est que l'Azerbaïdjan a tiré parti des faiblesses de l'ordre international et des déficiences du système multilatéral pour lancer une agression militaire à grande échelle, menée en violation flagrante du droit international humanitaire et caractérisée par de nombreuses atrocités, y compris contre la population civile. En septembre 2022, l'Azerbaïdjan a lancé une nouvelle attaque criminelle visant des zones densément peuplées et des infrastructures civiles en Arménie.

Depuis le 12 décembre 2022, les 120 000 habitants du Haut-Karabakh sont pris en otage par le blocus imposé par l'Azerbaïdjan, qui a coupé la seule voie de communication vitale reliant le Haut-Karabakh à l'Arménie et au monde extérieur.

Le 22 février dernier, la Cour internationale de Justice (CIJ) a rendu une ordonnance en indication de mesures conservatoires en vertu de laquelle l'Azerbaïdjan doit

« prendre toutes les mesures dont il dispose afin d'assurer la circulation sans entrave des personnes, des véhicules et des marchandises le long du corridor de Latchine dans les deux sens ».

À ce jour, le pays n'a pas appliqué l'ordonnance juridiquement contraignante émise par la Cour, se contentant d'interprétations manipulatoires, de déformations et de fabulations, qui, comme nous l'avons vu, n'ont que peu de valeur devant un tribunal.

Malgré la présence du contingent russe de maintien de la paix sur le terrain, conformément à la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020, non seulement le corridor continue d'être perturbé depuis plus de

quatre mois, mais un poste de contrôle azerbaïdjanais a été installé hier, en violation flagrante des engagements pris dans le cadre de la déclaration trilatérale et de l'ordonnance de la CIJ.

Nous avons averti l'ONU et le Conseil que la situation alarmante dans le Haut-Karabakh était sur le point de dégénérer en catastrophe humanitaire. Deux ans et demi après l'instauration du cessez-le-feu, l'ONU et ses organismes humanitaires n'ont toujours pas apporté l'aide tant attendue à la population du Haut-Karabakh.

Il ne doit maintenant faire aucun doute pour quiconque au sein de la communauté internationale que l'Azerbaïdjan s'est fermement imposé comme un agresseur en série dont les actes agressifs et criminels dans la région doivent être reconnus pour ce qu'ils sont, à savoir des efforts prémédités, soigneusement planifiés et exécutés, qui témoignent d'une intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national et ethnique en tant que tel.

Les instigateurs de ces projets en Azerbaïdjan, ainsi que ceux qui les appuient, doivent toutefois garder à l'esprit qu'aucun discours déformé, aucune corruption ni aucune manipulation des ressources énergétiques ne peut changer le fait qu'il n'y a pas de prescription pour une certaine catégorie de crimes et que ceux qui commettent ces violations graves devront être tenus pour responsables, y compris au moyen de mécanismes juridictionnels internationaux, car la justice et la responsabilité doivent être au cœur d'un multilatéralisme efficace.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Inde.

M^{me} Kamboj (Inde) (*parle en anglais*) : Nous remercions la Fédération de Russie d'avoir organisé le présent débat public qui arrive à point nommé et porte sur un sujet de plus en plus important. Je sais également gré aux intervenants de leurs éclairages.

Le thème du débat d'aujourd'hui comporte deux volets essentiels : il est question de promouvoir un multilatéralisme efficace, et ce multilatéralisme doit, comme le dit le Président, reposer sur la défense des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies.

Alors même que nous débattons de cette question et que nous voudrions voir prévaloir un multilatéralisme efficace, nous sommes toutes et tous conscients des insuffisances du système multilatéral qui n'a pas su répondre aux défis de notre époque, qu'il s'agisse de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ou du conflit en cours en Ukraine. En outre, d'importants défis mondiaux tels que le terrorisme, le radicalisme, la

justice et l'action climatiques, les acteurs non étatiques perturbateurs, la dette et plusieurs contestations géopolitiques continuent de porter atteinte à la paix et à la sécurité dans le monde.

Dans ce contexte, le débat d'aujourd'hui doit aborder trois questions urgentes.

Premièrement, pouvons-nous mettre en pratique un multilatéralisme efficace au XXI^e siècle au sein d'un organe qui consacre le principe selon lequel le butin revient aux vainqueurs, principe qui a été privilégié il y a plus de trois générations ?

Deuxièmement, pouvons-nous réellement promouvoir un multilatéralisme efficace en défendant une Charte des Nations Unies dont deux des membres permanents ne sont même pas parvenus à faire changer leur nom ? Comme le précise l'Article 109 de la Charte, cette dernière n'a jamais eu vocation à être gravée dans le marbre pour l'éternité, raison pour laquelle elle contient une recommandation concernant la tenue d'une conférence générale de révision de la Charte avant la dixième session de l'Assemblée générale. Soixante-dix-sept ans plus tard, nous n'en avons toujours pas fait une réalité.

Troisièmement, pouvons-nous exercer un multilatéralisme efficace en défendant une Charte qui rend cinq pays plus égaux que d'autres et qui donne à chacun de ces cinq pays le pouvoir de faire fi de la volonté collective des 188 autres États Membres ?

Combien de temps encore allons-nous continuer d'enjoliver l'idée d'un multilatéralisme efficace en nous contentant de déclarer que nous souhaitons réformer le multilatéralisme sans jamais passer joindre le geste à la parole ?

Nous devons commencer par élargir la représentation du Conseil de sécurité, institution centrale, à un plus grand nombre de pays en développement, afin de garantir son efficacité et sa crédibilité. Si nous continuons de perpétuer l'état d'esprit anachronique de 1945, nous continuerons de perdre la confiance que nos peuples placent dans l'ONU.

L'Inde a été l'un des signataires fondateurs de la Charte, le 26 juin 1945 à San Francisco. Soixante-dix-sept ans plus tard, lorsque nous voyons que la plus grande démocratie du monde, ainsi que des continents entiers, l'Afrique et l'Amérique latine, sont tenus à l'écart du processus décisionnel mondial, nous appelons, à juste titre, à un changement de cap majeur.

À cet égard, je constate avec satisfaction que le récent rapport du Conseil consultatif de haut niveau

pour un multilatéralisme efficace du Secrétaire général reconnaît le caractère inévitable de la réforme du Conseil de sécurité et appelle à redoubler d'efforts dans ce sens. Pour citer le rapport,

« le Sommet de l'avenir est l'occasion de réaffirmer notre engagement commun en faveur de la Charte des Nations Unies et d'annoncer une conférence d'examen de la Charte axée sur la réforme du Conseil de sécurité ».

En septembre dernier, l'Assemblée générale a entendu les mêmes appels à la réforme de la part de plus de 70 dirigeants. Comme l'a déclaré le Ministre des affaires étrangères de mon pays au cours du débat public du Conseil du 14 décembre 2022,

« Notre Programme commun (A/75/982) et le Sommet de l'avenir ne donneront des résultats que s'ils répondent aux appels croissants à la réforme du multilatéralisme. La réforme est la nécessité du jour, et je suis convaincu que les pays du Sud, en particulier, partagent la détermination de l'Inde à persévérer (S/PV.9220, p. 7). »

Les institutions multilatérales meurent rarement. Elles s'étiolent progressivement et deviennent inutiles. Il fut un temps où il y avait une très grande différence entre le jeu de rôle « Simul'ONU » dans les collèges et les universités et le monde réel. Cette différence est-elle en train de s'amenuiser ?

Enfin, cette assemblée a entendu aujourd'hui un représentant permanent faire des remarques pernicieuses, qui sont le fruit de l'ignorance et d'un manque de compréhension des faits élémentaires de la décolonisation. Je ne gaspillerai pas le temps du Conseil en répondant à ces commentaires. Nous conseillons à cette délégation de se référer aux nombreuses déclarations au titre du droit de réponse que nous avons prononcées par le passé.

Le Président (parle en russe) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République bolivarienne du Venezuela.

M. Pérez Ayestarán (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : La République bolivarienne du Venezuela a l'honneur de prendre la parole au nom du Groupe des Amis pour la défense de la Charte des Nations Unies.

Qu'il nous soit permis tout d'abord de vous souhaiter la bienvenue à New York, Monsieur le Président, ainsi qu'à toute votre équipe, et d'exprimer notre gratitude à la délégation de la Fédération de Russie, membre

du Groupe des Amis, pour avoir organisé ce débat public sur un sujet aussi important et capital, en particulier dans le climat international actuel. Nous remercions également la délégation russe d'avoir préparé la note de cadrage (voir S/2023/244) qui a été distribuée à l'avance pour guider notre débat aujourd'hui.

Au cours des 77 dernières années, l'Organisation des Nations Unies a accompli beaucoup de choses dans divers domaines. Cependant, la concrétisation de la promesse contenue dans la Charte des Nations Unies reste difficile à réaliser pour l'humanité. Les trois piliers de l'Organisation – la paix et la sécurité internationales, le développement durable et les droits humains – n'ont pas encore été pleinement réalisés.

S'il est vrai que l'ONU a de nombreux succès à son actif, notamment la prévention d'un conflit à l'échelle planétaire, le monde d'aujourd'hui n'est pas vraiment plus sûr, ni en termes de sécurité, ni sur les plans économique, financier, environnemental, énergétique ou alimentaire.

Nous sommes conscients que cette réalité est le résultat de multiples facteurs. Certains d'entre eux méritent toutefois d'être mentionnés aujourd'hui, compte tenu des effets considérables qu'ils ont eus au fil des ans sur le système des relations internationales. Nous faisons référence aux tentatives visant à ignorer, voire à remplacer les buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies par un nouvel ensemble de prétendues « règles » qui demeurent inconnues à ce jour, aux tentatives de faire fi des obligations et engagements découlant des accords et traités internationaux pertinents auxquels les membres de la communauté internationale sont parties, notamment sur la base d'« exceptionnalismes » inexistantes, aux tentatives de diviser notre monde en blocs et d'adopter des approches sélectives ou des interprétations accommodantes des règles du droit international, ainsi qu'aux attaques constantes contre le multilatéralisme, dont l'ONU est précisément le principal porte-drapeau.

Parallèlement, nous observons également un recours de plus en plus fréquent à l'unilatéralisme, qui se manifeste particulièrement par l'application illégale de mesures coercitives unilatérales contre plus de 30 pays dans le monde, en violation flagrante du droit international. D'aucuns s'efforcent d'ignorer, voire d'occulter cette réalité qui affecte négativement la vie quotidienne de plus d'un tiers de l'humanité.

Les soi-disant sanctions, qui ont augmenté de façon exponentielle au fil des ans et peuvent être définies comme une nouvelle forme de domination et de

néocolonialisme, sont en fait devenues l'outil préféré de certains gouvernements pour exercer des pressions, en particulier sur les pays en développement, pour faire plier la volonté souveraine d'un autre État, afin d'en tirer divers avantages, tout en causant des souffrances indicibles à des peuples entiers.

Ces mesures illégales ont non seulement créé une crise systémique dans l'ensemble du système des relations internationales, qui continue à ce jour à éroder le multilatéralisme, mais elles exacerbent aussi délibérément la crise mondiale multidimensionnelle, tout en augmentant l'incertitude, l'instabilité, la méfiance et les tensions dans le monde. C'est pourquoi nous ne pouvons que continuer à insister sur la nécessité impérieuse de lever totalement, immédiatement et inconditionnellement ces mesures.

C'est à la lumière de cette réalité, en réponse aux menaces croissantes qui pèsent sur la Charte des Nations Unies et, par conséquent, à la nécessité urgente de réaffirmer et de défendre les buts et principes qui y sont inscrits, – qui restent aussi pertinents aujourd'hui qu'ils l'étaient en 1945 – qu'il y a presque deux ans, un groupe interrégional de pays s'est réuni et a décidé de créer le Groupe des Amis, concrétisation de leur volonté ferme de préserver, de promouvoir et de défendre la validité et la pertinence du code de conduite universel que nous offre la Charte des Nations Unies.

Dans ce contexte, nous soulignons l'importance que nous attachons au respect et à la stricte application de la lettre et de l'esprit de la Charte de l'Organisation et des principes intemporels qu'elle contient, qui vont de l'égalité souveraine des États à l'autodétermination, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États à la nécessité de s'abstenir d'avoir recours à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État.

Nous sommes convaincus qu'agir autrement ne ferait que nous éloigner de notre aspiration commune à établir tant un monde plus pacifique et plus prospère qu'un ordre mondial véritablement juste, démocratique et équitable, et que cela diminuerait par ailleurs notre capacité à offrir une vie digne et un avenir de paix et de développement à tous nos peuples, conformément à notre promesse de ne laisser personne de côté.

Le multilatéralisme est une action collective et la recherche conjointe de solutions à des problèmes communs. C'est pourquoi nous souscrivons à l'affirmation contenue dans la note de cadrage de ce débat public selon laquelle le multilatéralisme facilite en effet, entre

autres, la stabilité à long terme, la sécurité indivisible et les relations de bon voisinage. Nous pensons également, à cet égard, que la solution aux défis nouveaux et complexes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui passe par le renforcement et la revitalisation d'un multilatéralisme véritablement inclusif, dans le cadre duquel tous les pays, grands ou petits, participent effectivement à la discussion, sur un pied d'égalité, puisque chacune des différentes contributions nationales est essentielle pour atteindre les objectifs qui ont motivé la création de l'ONU en 1945.

Il est donc également nécessaire, d'une part, de parvenir à la démocratisation des relations internationales, ainsi qu'à la consolidation d'un système multipolaire impérativement ancré dans la Charte des Nations Unies et, d'autre part, à l'élimination totale de l'unilatéralisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

À la lumière de ce qui précède, l'Organisation des Nations Unies est appelée à jouer un rôle clef et central dans la lutte contre les tentatives visant à saper le multilatéralisme, sachant que l'ONU est la plate-forme dotée de la plus grande légitimité, du plus grand pouvoir de rassemblement et de la plus grande capacité normative pour aborder, dans un monde de plus en plus interdépendant, de manière conjointe, coordonnée et déterminée, sur la base du dialogue, de la compréhension et de la tolérance, ainsi que du respect mutuel, de la solidarité et de la recherche du consensus, toutes les questions liées à la coopération internationale pour le développement économique et le progrès social, la paix et la sécurité, le règlement pacifique des différends, les droits humains et l'état de droit international, ainsi que les défis pressants et les nouvelles menaces qui se présentent à nous, dont beaucoup nous sont communs à tous de manière égale, sans distinction aucune.

Aussi saisissons-nous cette occasion non seulement pour réaffirmer notre engagement en faveur de la revitalisation et du renforcement du rôle et du caractère intergouvernemental du système des Nations Unies dans le monde d'aujourd'hui, mais aussi pour appeler tous les membres de la communauté internationale à mettre un terme aux jeux à somme nulle, aux mentalités suprématistes ou de la guerre froide, aux approches répressives, clivantes ou conflictuelles, aux actes provocateurs, irréfléchis ou de deux poids, deux mesures, ainsi qu'à l'approfondissement des divisions et à l'imposition de visions et de programmes douteux.

Nous devons au contraire miser une fois pour toutes sur une coopération gagnant-gagnant, les compromis, les échanges de bonne foi et les concessions

mutuelles, en vue de rapprocher les positions divergentes et de forger ainsi le consensus. Nous pensons que c'est la meilleure façon de garantir la mise en œuvre effective des engagements et des décisions que nous adoptons dans cette instance, d'atteindre les buts et les objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies et d'exploiter l'immense pouvoir du multilatéralisme.

Pour terminer, alors que nous commémorons aujourd'hui la Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix, nous réaffirmons notre confiance dans le fait que le multilatéralisme et la diplomatie peuvent favoriser les progrès dans les trois piliers de l'action de l'ONU. Nous réaffirmons également que nous ne ménagerons aucun effort pour défendre la Charte des Nations Unies et les principes qui y sont consacrés, lesquels sont tous essentiels pour trouver des solutions aux grands défis communs auxquels l'humanité dans son ensemble est confrontée aujourd'hui.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Koweït.

M. Mohammad (Koweït) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette importante séance sur le thème du multilatéralisme efficace reposant sur la défense des principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Je vous remercie également de la note de cadrage utile (voir S/2023/244) que vous avez préparée aux fins de la présente séance.

Cette séance se tient à un moment très délicat. Le monde est aux prises avec des problèmes d'ordre politique, sécuritaire, économique, humanitaire et environnemental sans précédent, qui sont interconnectés et complexes, et qui mettent à l'épreuve le système multilatéral international. Il s'agit peut-être de l'épreuve la plus difficile et la plus urgente depuis la création de l'Organisation des Nations Unies en 1945.

Face à cette épreuve historique, la communauté internationale dans son ensemble doit agir de manière unie et collective. Les États Membres doivent coopérer et se serrer les coudes pour surmonter les profondes divisions et les défis bien ancrés auxquels la communauté internationale est confrontée.

Cette séance nous donne l'occasion d'examiner et d'évaluer nos responsabilités collectives en ce qui concerne notre attachement aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, qui représentent la constitution de l'action multilatérale internationale et le moyen le plus efficace de faire face aux menaces qui pèsent sur le monde aujourd'hui.

La Charte des Nations Unies est un instrument de droit international qui établit un cadre clair pour le maintien des relations entre les États. En respectant ses dispositions, nous pouvons atténuer les menaces contre la paix et la sécurité. Nous soulignons par ailleurs qu'il est nécessaire d'appliquer cet instrument de manière collective et efficace, tout en veillant à respecter les buts et les principes qui y sont énoncés.

Nous devons œuvrer de concert pour mettre un terme à la violence et aux agressions. Nous devons agir pour construire des relations interétatiques amicales et renforcer l'égalité des droits et le droit des peuples à l'autodétermination. Nous devons promouvoir et encourager le respect des droits humains. Pour atteindre ces objectifs, il existe un ensemble de principes tout aussi importants qui peuvent servir de piliers aux relations internationales : il s'agit notamment de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des États, ainsi que de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures. À cela s'ajoutent le règlement pacifique des différends et le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force contre d'autres États Membres.

Bien que ces buts et principes existent et qu'ils doivent être respectés par tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, certains États les violent de manière flagrante. La Charte des Nations Unies, les buts et les principes qui y sont consacrés constituent la première ligne de défense des petits États.

Nous, dans l'État du Koweït, en avons bien conscience. La libération de l'État du Koweït en 1991 est un exemple manifeste de ce qui peut être accompli grâce aux efforts concertés de la communauté internationale sous l'égide de l'ONU et dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité visant à faire respecter l'état de droit, la vérité et la justice.

La libération de l'État du Koweït est une réussite historique qui témoigne des capacités du Conseil de sécurité. C'est la concrétisation des buts poursuivis par les États au moment de la rédaction de la Charte, à savoir la fin de l'agression et de l'occupation, qui constituent une violation des nobles buts et principes inscrits dans la Charte. Outre ces buts et principes, la Charte prévoit tout un éventail d'outils qui, s'ils sont utilisés correctement par le Conseil de sécurité, peuvent contribuer à régler de nombreux problèmes régionaux et internationaux.

Le Chapitre VI de la Charte définit des outils très importants pour le règlement des conflits, outils auxquels le Conseil devrait recourir plus souvent, à savoir les moyens pacifiques, notamment les négociations, la

médiation et l'arbitrage. À cet égard, nous soulignons qu'il est important que le Conseil donne la priorité aux mesures préventives afin d'empêcher le déclenchement de conflits et de traiter les crises dès leurs prémices.

Nous sommes fermement convaincus que les organisations régionales et sous-régionales peuvent jouer un rôle constructif et contribuer au maintien de la paix et de la sécurité régionales et internationales, comme le prévoit le Chapitre VIII de la Charte. Il est regrettable que l'utilisation fructueuse des outils prévus par la Charte pour maintenir la paix et la sécurité internationales soit subordonnée à l'unité et au consensus au sein du Conseil de sécurité.

Depuis des décennies, nous sommes témoins de l'incapacité du Conseil de sécurité de régler certaines crises en raison des profondes divergences de position qui existent entre ses membres et du recours persistant au droit de veto. C'est pourquoi nous insistons sur l'importance que revêt l'unité du Conseil de sécurité, afin qu'il puisse s'acquitter au mieux des responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte et prendre des décisions efficaces et décisives pour faire face à l'ensemble des risques, défis et menaces.

Pour terminer, étant donné que notre séance d'aujourd'hui coïncide avec la Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix, je tiens à réaffirmer la pleine confiance de l'État du Koweït dans le système international multilatéral et notre ferme soutien à tous les nobles efforts et aux bons offices de l'ONU dans le cadre des trois principaux piliers de son action, à savoir la paix et la sécurité, le développement durable et les droits humains.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

M. Skoog (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de m'exprimer au nom de l'Union européenne et de ses États membres.

La Macédoine du Nord, le Monténégro, l'Albanie, la République de Moldova et la Bosnie-Herzégovine, pays candidats, la Géorgie, candidat potentiel, et l'Islande et la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange et membre de l'Espace économique européen, ainsi que l'Andorre, Monaco et Saint-Marin, s'associent tous à la présente déclaration.

Je voudrais tout d'abord souligner l'évidence. En organisant le présent débat, la Russie tente de se présenter comme une défenseuse de la Charte des Nations Unies et du multilatéralisme. Rien n'est moins vrai. Si

la Russie était vraiment intéressée par la question qui nous occupe aujourd'hui, elle cesserait ses violations de la Charte des Nations Unies et du droit international et retirerait immédiatement et sans condition l'ensemble de ses troupes de tout le territoire ukrainien. Elle se conformerait à l'ordonnance de la Cour internationale de Justice du 16 mars 2022. Elle arrêterait d'abuser de son droit de veto pour couvrir ses infractions constantes aux règles applicables. Elle respecterait les résolutions adoptées par l'Assemblée générale à une majorité écrasante. Le fait que la Russie ne fait rien de tout cela jette le discrédit sur le Conseil de sécurité, d'autant plus alors qu'elle en assume la présidence ce mois-ci. Aujourd'hui n'est rien d'autre qu'une nouvelle illustration déplorable de la façon dont la Russie manipule l'information, se livre à des activités de désinformation et abuse de son statut de membre du Conseil de sécurité.

Je tiens également à souligner d'emblée que les violations commises par la Russie se paient au prix fort. Le peuple ukrainien est le premier à en faire les frais, mais leurs répercussions se font sentir dans le monde entier. En concertation étroite avec ses partenaires, l'Union européenne intensifie son action pour faire face aux conséquences planétaires de la guerre menée par la Russie. À cet égard, je tiens à rassurer les membres du Conseil de sécurité : tous les efforts déployés à l'appui de l'Ukraine viennent compléter nos engagements mondiaux, et ne s'y substituent pas.

Malgré l'hypocrisie flagrante de cette initiative, l'idée d'un multilatéralisme efficace est trop importante pour ne pas être défendue. Comme le Haut-Représentant de l'Union européenne Josep Borrell Fontelles l'a récemment déclaré dans cette salle (voir S/PV.9268), notre monde souffre d'un immense déficit de multilatéralisme. Les conflits prolifèrent, la crise climatique est en train d'échapper à tout contrôle, la démocratie et les droits humains subissent des assauts systématiques et les inégalités mondiales se creusent. Nous ne manquons pas de problèmes mondiaux qui demandent que nous leur prêtions d'urgence toute notre attention.

Le respect de l'ordre fondé sur des règles, terme dont la Russie fait une interprétation délibérément erronée, suppose de respecter le droit international et la Charte des Nations Unies et de veiller à ce que tous soient liés par ces règles, ou, pour le dire autrement, d'éviter que règne la loi du plus fort. Il suppose de recourir à la diplomatie multilatérale pour élaborer de nouvelles règles s'il y a lieu.

Comme beaucoup d'autres dans le cadre des Nations Unies, l'Union européenne et ses États membres font leur part. Depuis près de 80 ans, nous soutenons

l'ONU et ses trois piliers interdépendants : paix et sécurité, droits humains et développement durable. Nous nous y employons à la fois politiquement et financièrement, en tant que principal contributeur collectif au budget de l'Organisation. Notre action est ancrée dans notre conviction profonde que rien ne peut remplacer une ONU forte comme catalyseur d'un multilatéralisme efficace.

Ce n'est un secret pour personne que l'ONU et notre système de gouvernance mondiale, y compris le Conseil de sécurité, ont besoin d'être réformés. Le Secrétaire général nous a dressé un sombre tableau de leurs lacunes dans son rapport *Notre Programme commun* (A/75/982). Il l'a confirmé ce matin. Il a également lancé un appel urgent à l'action pour revigorer le multilatéralisme, de telle sorte qu'il devienne une façon de travailler plus inclusive et efficace, comme un rempart contre l'incertitude, ainsi qu'il l'a dit ce matin. L'Union souscrit sans réserve à cette vision, et nous sommes déterminés à lui donner suite en veillant à l'adoption d'un document final ambitieux lors du Sommet de l'avenir qui doit se tenir l'an prochain. Les recommandations formulées la semaine dernière par le Conseil consultatif de haut niveau pour un multilatéralisme efficace donnent du grain à moudre à nos délibérations.

L'Union européenne et ses États membres sont résolus à tenir un échange sincère et ouvert, sur un pied d'égalité, avec les autres États Membres de l'ONU, face à nos problèmes communs, et nous sommes convaincus que nous avons beaucoup à apporter. Nous avons de solides antécédents en matière de coopération avec l'ONU sur les questions de paix et de sécurité. À l'heure actuelle, nous comptons 21 missions civiles et militaires qui déploient plus de 5 000 femmes et hommes dans le monde entier, du Niger à l'Arménie en passant par le Mozambique et l'Ukraine. Nous sommes fiers de travailler en partenariat étroit avec l'ONU dans le cadre de toutes nos opérations de gestion de crise. En Libye, l'opération IRINI participe à la mise en œuvre de l'embargo des Nations Unies sur les armes, tandis qu'en Bosnie-Herzégovine, EUFOR Althea aide les autorités à maintenir un climat sûr pour tous les citoyens.

Nous adhérons à l'appel du Secrétaire général en faveur d'un Nouvel Agenda pour la paix et réaffirmons notre attachement à un financement adéquat, prévisible et durable des opérations d'appui à la paix dirigées par l'Union africaine. L'Union européenne est favorable à l'utilisation des contributions statutaires des États Membres de l'ONU au profit des opérations dirigées par l'Union africaine autorisées par le Conseil de sécurité, et à l'application du cadre réglementaire relatif aux droits humains de l'Union africaine dans ce contexte.

Notre action de maintien de la paix et de la sécurité est étroitement liée à notre aptitude à promouvoir le développement durable. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 reste notre feuille de route universelle et indivisible, et nous devons accélérer sa mise en œuvre. Le sommet consacré aux objectifs de développement durable en septembre prochain sera un moment crucial. En témoignage de sa détermination, l'Union européenne présentera son examen volontaire au forum politique de haut niveau. L'initiative Global Gateway de l'Union, qui a mobilisé 300 milliards d'euros d'investissements au profit de projets durables de grande qualité conformément aux objectifs de développement durable, constituera un bon outil pour avancer.

Nous avons également besoin d'une action bien plus ambitieuse en matière de climat et de biodiversité, en accélérant la transition verte de façon équitable. Le pacte vert de l'Union européenne nous met sur la bonne voie pour honorer nos engagements climatiques, et nous sommes le principal contributeur de fonds publics du monde à l'action climatique et en faveur de la biodiversité, à 24 milliards d'euros par an.

Il y a beaucoup trop de laissés-pour-compte en matière de jouissance des droits humains. L'Union européenne continuera de promouvoir et de défendre vigoureusement l'universalité et l'indivisibilité des droits humains dans le système des Nations Unies. Notre engagement commun en faveur des droits humains figure dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont cette année marque le soixante-quinzième anniversaire. Nous sommes de fervents partisans de l'intégrité, de l'indépendance et de la fonctionnalité des mécanismes des Nations Unies en charge de la défense des droits humains. Nous appuyons par ailleurs la nouvelle vision de l'état de droit du Secrétaire général, qui place les personnes au centre des systèmes judiciaires. Nous sommes déterminés à renforcer la justice transitionnelle et l'application du principe de responsabilité pour les violations graves du droit des droits de l'homme et du droit international humanitaire. La communauté internationale doit demeurer fermement résolue à établir les responsabilités pour les crimes commis en Ukraine et contre l'Ukraine. L'Union reste également une fidèle partisane de la Cour pénale internationale, et nous continuons d'appeler à la ratification universelle du Statut de Rome.

Un multilatéralisme efficace fait la différence. À l'ONU, nous parvenons souvent à trouver des solutions pragmatiques et souples ou à nous ranger activement

derrière des organisations régionales comme l'Union africaine. Je donnerai quelques exemples concrets tirés de l'expérience récente. Quotidiennement, les opérations humanitaires dirigées par l'ONU permettant de sauver la vie de personnes touchées par des catastrophes naturelles ou des conflits armés. Nous appelons les nouveaux donateurs humanitaires et les donateurs humanitaires non traditionnels à renforcer leurs contributions conformément aux appels du Bureau de la coordination des affaires humanitaires. L'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire, mise en place sous les auspices du Secrétaire général, a eu pour effet d'améliorer la sécurité alimentaire mondiale et doit être pleinement mise en œuvre et prorogée. L'initiative relative au veto qui consiste à convoquer automatiquement l'Assemblée générale à chaque fois qu'il est fait recours au veto accroît la transparence et la responsabilité. Le traité sur la haute mer garantira la protection et l'utilisation durable de la biodiversité marine dans les zones ne relevant pas de la juridiction nationale, et l'accord concernant le Cadre mondial de la biodiversité fournit un programme d'action pour la prochaine décennie. La médiation de l'Union africaine s'est révélée précieuse afin de progresser sur la voie de la paix et de la réconciliation en Éthiopie. Quant à l'ONU, elle dirige l'extraction de plus d'un million de barils de pétrole du navire-citerne *FSO SAFER* en décomposition au large des côtes du Yémen en vue d'éviter une catastrophe humanitaire et écologique.

Face à l'éventail intimidant des problèmes mondiaux, l'Union européenne est fière de travailler avec ses partenaires du monde entier en jouant un rôle de premier plan dans la réponse multilatérale. Nous rendons hommage au courage et au professionnalisme du personnel des Nations Unies qui se dévoue aux quatre coins du monde pour défendre la Charte des Nations Unies et protéger les personnes qui en ont le plus besoin. Pour notre part, nous ne faiblirons pas dans notre engagement à faire valoir le droit international et à œuvrer pour une paix inclusive, le développement durable et la protection des droits humains.

On ne peut pas en dire autant de tous qui sont assis autour de cette table. En ce moment même, la Russie viole la Charte des Nations Unies en menant sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Le 23 février, l'Assemblée générale a de nouveau exigé de la Russie qu'elle retire immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces militaires du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues (résolution ES-11/6 de l'Assemblée générale). Quelque 141 États

Membres ont exprimé leur appui à cette exigence. Si la Russie se soucie vraiment de l'efficacité du multilatéralisme, c'est la première chose à faire pour le prouver.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Singapour.

M. Gafoor (Singapour) (*parle en anglais*) : Je remercie la Fédération de Russie d'avoir convoqué cet important débat sur un multilatéralisme efficace et la défense des principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Je remercie S. E. M. Sergey Lavrov, Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, et le Secrétaire général António Guterres de leurs observations liminaires.

Nous nous félicitons du format choisi, celui d'un débat public, car il favorise une plus grande transparence et une participation inclusive. Il permet également aux États Membres de faire part de leurs vues directement aux membres du Conseil de sécurité. Aujourd'hui, Singapour souhaite donner son point de vue en tant que petite nation indépendante et souveraine qui est profondément attachée au droit international et aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Si nous voulons avoir une discussion sérieuse sur le multilatéralisme et la Charte des Nations Unies, nous ne pouvons pas feindre d'ignorer la question dont chacun sait pourtant qu'elle est centrale. Qu'il me soit donc permis de réaffirmer d'emblée la position de Singapour : l'invasion de l'Ukraine par la Russie est une violation grave et flagrante du droit international et des principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Rien ne justifie l'invasion illégale et l'annexion par la Russie des territoires de l'Ukraine, une nation souveraine et indépendante et un Membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies.

Il y a une ironie tragique et inquiétante dans le fait que la Russie a envahi son voisin alors qu'elle assumait la présidence du Conseil de sécurité, en février 2022. La Charte des Nations Unies confère aux membres permanents du Conseil de sécurité une position privilégiée au sein de l'ONU. Ce privilège particulier s'accompagne également d'une responsabilité particulière. En conséquence, l'on attend beaucoup des membres permanents s'agissant de la défense des principes énoncés dans la Charte et du respect du droit international. Ces attentes concernent tous les membres permanents.

Le droit international et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies sont sacro-saints. Pour les petits États comme Singapour, il s'agit de la première

ligne de défense pour protéger leur souveraineté et leur intégrité territoriale. L'idée que la force fait le droit et que le fort fait ce qu'il peut et le faible subit ce qu'il doit subir, n'est tout simplement pas acceptable.

Pour les petits États, le multilatéralisme n'est pas une option ; c'est une nécessité. L'ONU et le système multilatéral sont aujourd'hui confrontés à l'un des plus grands défis qu'ils aient eu à relever depuis 1945. Les répercussions de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les conséquences de la guerre en Ukraine et le ralentissement de l'économie mondiale mettent à rude épreuve la solidarité mondiale. Il existe un déficit de confiance entre les grandes puissances, qui est devenu à la fois le symptôme et la cause des divergences politiques, de la concurrence économique et des tensions géopolitiques.

Les défis auxquels nous sommes confrontés sont réels, mais la bonne nouvelle, c'est que la volonté politique d'appuyer l'action menée par l'ONU est toujours aussi forte. Le mois dernier, les Membres de l'ONU ont conclu un accord pour préserver et protéger la haute mer. En mars également, l'Assemblée générale a convoqué une Conférence des Nations Unies sur l'eau, qui a été couronnée de succès. Ces exemples nous laissent espérer, dans une certaine mesure, que les Membres de l'ONU pourront travailler ensemble et trouver des compromis pour le bien commun, même s'ils ont des opinions politiques différentes. C'est le fondement de la coopération multilatérale.

Nous devons poursuivre les travaux précieux de l'ONU de manière ciblée et pragmatique, sans idéologie. Il importe également que nous nous mobilisions pour renforcer, réformer et redynamiser le système multilatéral. Alors que nous relevons des défis complexes, nous devons nous rappeler la déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/1 de l'Assemblée générale), dans laquelle nos dirigeants sont convenus que

« les objectifs et les principes de la Charte et du droit international restent intemporels, universels et sont des fondements indispensables à l'avènement d'un monde plus pacifique, plus prospère et plus juste ».

Je voudrais formuler trois observations concernant la création d'un système multilatéral fort et efficace.

Premièrement, le Conseil de sécurité, auquel est confiée la responsabilité principale en matière de maintien de la paix et de la sécurité, doit répondre aux crises mondiales avec un sentiment d'unité et d'urgence. Il doit

être une instance où la compréhension et la recherche de solutions sont favorisées, et non une instance où sont opposés des veto et des contre-veto qui exacerbent le problème. Les membres du Conseil de sécurité, en particulier les membres permanents, doivent respecter le droit international et défendre les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Compte tenu de leur statut privilégié au Conseil de sécurité, les membres permanents doivent trouver des moyens de réduire les tensions entre eux, d'éviter que leurs divergences ne fassent tâche d'huile et de promouvoir les objectifs et les intérêts de la communauté internationale.

Nous appelons tous les membres du Conseil de sécurité à respecter l'esprit du paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte des Nations Unies et à s'abstenir de voter sur des questions concernant un différend auquel ils sont parties. Le Conseil de sécurité doit également rendre compte de son action à l'ensemble des Membres de l'ONU, dont il est censé représenter et protéger les intérêts, et faire de preuve de transparence à leur égard. C'est pourquoi Singapour s'est portée coauteur de la résolution 76/262 de l'Assemblée générale, relative à un mandat permanent permettant à l'Assemblée générale de tenir un débat en cas de recours au droit de veto au Conseil de sécurité. De manière plus générale, Singapour appuie la réforme du Conseil de sécurité, qui est nécessaire pour qu'il reflète les réalités contemporaines et non celles du monde de 1945. Compte tenu de l'évolution du paysage mondial en matière de sécurité, le Conseil de sécurité doit également se pencher sur les problèmes de sécurité non traditionnels, tels que ceux liés aux changements climatiques et aux technologies de l'information et des communications.

Deuxièmement, l'Assemblée générale est la pierre angulaire d'un système multilatéral efficace. Étant l'organe universel des Nations Unies, elle jouit d'une légitimité et d'une crédibilité inégalées. Ces derniers mois, elle a prouvé qu'elle pouvait répondre aux crises en prenant des décisions. Le processus de revitalisation de l'Assemblée générale est donc important et urgent ; le Bureau de la présidence de l'Assemblée générale doit être encore renforcé. Le rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale, présenté conformément au paragraphe 3 de l'Article 24, est fondamentalement un exercice de responsabilité et d'inclusion. Dès lors, il importe qu'il soit soumis à l'Assemblée générale en temps voulu.

Troisièmement, il importe de réformer nos institutions multilatérales et de les adapter aux défis de l'avenir. Si nous ne préparons pas l'ONU au monde de demain, elle n'aura pas d'avenir. À cet égard, le rapport du Secrétaire général intitulé *Notre Programme commun*

(A/75/982) et le rapport du Conseil consultatif de haut niveau pour un multilatéralisme efficace sont des documents importants et prospectifs, qui méritent toute l'attention des États Membres. Après des mois de débats et d'échanges sérieux avec les parties prenantes, le rapport du Conseil consultatif a présenté de nombreuses idées pratiques, novatrices et réalisables sur la manière de parvenir à un multilatéralisme plus inclusif et plus efficace, qui fonctionne davantage en réseau. J'invite instamment tous les États Membres à réfléchir à la manière dont nous pouvons donner suite à certaines de ces idées concrètes. En fin de compte, un système multilatéral efficace doit produire des résultats concrets pour nos semblables et pour notre planète.

Je voudrais conclure ma déclaration en remerciant la Fédération de Russie d'avoir organisé ce débat public au Conseil de sécurité. Nous espérons que ce débat marquera le début d'une réflexion sérieuse au sein du Conseil de sécurité sur son rôle et ses responsabilités essentiels et qu'il débouchera sur un effort collectif visant à renforcer l'ONU et nos institutions multilatérales. Pour ce faire, toutes les nations, grandes et petites, devront travailler ensemble sur la base du respect mutuel et du respect du droit international et des principes consacrés par la Charte des Nations Unies.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Thaïlande.

M. Chindawongse (Thaïlande) (*parle en anglais*) : Le multilatéralisme, consacré par la Charte des Nations Unies et le droit international, est le premier recours de nombreux États et, parfois, leur dernière garantie.

Le multilatéralisme permet aux États de mieux faire : de mieux s'employer à entretenir des relations pacifiques fondées sur des intérêts mutuels, de mieux susciter la coopération pour régler les problèmes mondiaux, de mieux mobiliser l'aide et les secours internationaux, le cas échéant, et de mieux régler les différends et les problèmes en suspens par des moyens pacifiques.

C'est pour ces raisons que la promotion d'un multilatéralisme efficace est notre priorité commune. Dès lors, je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé cet important débat public afin que l'ensemble des Membres de l'ONU puissent exprimer leur vue sur cette question. Nous félicitons également la Fédération de Russie des résultats qu'elle a obtenus durant sa présidence du Conseil.

La Thaïlande s'associe à la déclaration qui sera faite par le représentant de l'Azerbaïdjan, au nom du Mouvement des pays non alignés, et voudrait formuler les quatre observations supplémentaires suivantes.

Premièrement, un engagement renouvelé en faveur du multilatéralisme nécessite un engagement renouvelé en faveur des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et en faveur du droit international, de l'égalité souveraine au règlement pacifique des différends, et du non-recours à la force au respect de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des États, en passant par la non-intervention et la promotion et la protection des droits humains et des libertés fondamentales. Pour renouveler ces engagements, nous devons veiller à ce que ces principes soient appliqués de manière universelle, et non sélective, afin de renforcer leur respect par tous.

Deuxièmement, le renforcement des moyens pacifiques est un moyen essentiel de garantir un multilatéralisme efficace. Un multilatéralisme efficace repose avant tout sur une diplomatie efficace, une facilitation créative, une médiation impartiale et un arbitrage fondé sur des règles, entre autres. Nous devons réfléchir à des moyens de renforcer les instruments qui mettent en avant les moyens pacifiques au sein du système des Nations Unies. Nous devons entretenir une culture de paix entre les nations et les civilisations. Nous devons également renforcer le pouvoir fédérateur de l'ONU afin de créer des liens entre les parties à des différends et de favoriser la confiance entre les États, car la polarisation et la confrontation ne profitent à personne. En ce qui concerne les institutions des Nations Unies, le Conseil de sécurité doit être réformé d'urgence afin d'améliorer son efficacité et sa transparence et d'assurer une représentation équitable. L'Assemblée générale doit être revitalisée pour relever les défis contemporains. La Commission de consolidation de la paix doit quant à elle être utilisée plus efficacement. Ces organes et les autres organes multilatéraux doivent mieux synchroniser leurs efforts.

Troisièmement, l'interconnexion entre la paix, le développement durable et la sécurité humaine signifie que nous devons adopter des approches complémentaires et multidimensionnelles pour affronter les problèmes mondiaux. Les conflits qui sévissent actuellement dans le monde s'illustrent par l'ampleur de leurs effets sur la sécurité humaine et le développement durable, qu'il s'agisse de crises humanitaires, alimentaires et énergétiques ou des conséquences qu'ils ont sur la capacité des États à relever les défis mondiaux tels que les changements climatiques et la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Un multilatéralisme efficace exige donc de lutter contre les menaces qui pèsent sur la paix, le développement durable et la sécurité humaine de façon intégrée. À titre d'exemple, le meilleur moyen de prévenir

les conflits est d'encourager le développement durable et de promouvoir la sécurité humaine, en leur permettant de s'enraciner grâce à la coopération locale, nationale, régionale et internationale. Nous ne devons donc pas perdre de vue la nécessité de réaliser les objectifs de développement durable et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui représentent un investissement en faveur de la paix et de la sécurité humaine, et nous devons veiller au bon déroulement du Sommet sur les objectifs de développement durable en septembre afin d'accélérer les efforts visant à sauver les objectifs de développement durable et à redresser la barre pour ne laisser personne de côté.

Quatrièmement et enfin, une interface régionale mondiale plus solide, fondée sur une coordination plus étroite entre l'ONU et les organisations régionales, contribuerait à améliorer l'efficacité du multilatéralisme. Les voix des différentes régions comptent, tout comme les contributions et les initiatives des organisations régionales et sous-régionales. La Thaïlande espère que l'ONU continuera de renforcer ses partenariats avec les organisations régionales et sous-régionales, en particulier alors qu'elle s'efforce de consolider le multilatéralisme grâce à la mise en œuvre des diverses propositions formulées dans *Notre Programme commun* (A/75/982). En tant que pays d'Asie du Sud-Est, la Thaïlande attache une grande importance au renforcement continu du partenariat global entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'ONU et espère que les points de vue de notre région sur les questions qui la concernent seront toujours pris en compte.

Pour terminer, la Thaïlande estime qu'un multilatéralisme plus efficace est un objectif qui peut et doit être réalisé et que cela doit être une priorité absolue alors que nous préparons le Sommet de l'avenir, qui se tiendra en 2024, en ayant conscience que sans développement durable, il n'y a pas d'avenir.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République de Corée.

M. Hwang (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je souhaite également remercier le Secrétaire général de son exposé. Le thème du débat public de ce jour est opportun, car nous avons été témoins de nombreux actes qui sont incompatibles avec la Charte des Nations Unies alors que le Conseil de sécurité, pour sa part, ne répond pas aux attentes du monde. La triste réalité est que le thème de cette séance a été proposé par ceux qui recourent illégalement à la force contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de

l'Ukraine. Nul ne pouvait s'attendre à ce qu'un membre permanent du Conseil de sécurité fasse fi de la Charte des Nations Unies.

L'Organisation des Nations Unies est l'incarnation du multilatéralisme. La République de Corée estime que le bon fonctionnement de l'Organisation est la voie à suivre pour assurer un multilatéralisme efficace. À cet égard, nous devons commencer par rappeler ce que nous avons convenu. Tous les Membres de l'ONU ont adhéré aux buts et principes énoncés dans la Charte et accepté de s'y conformer. Ces buts sont la raison d'être de l'Organisation, en particulier la détermination à préserver les générations futures du fléau de la guerre, qui est inscrite dans le préambule de la Charte, indiquant que l'objectif ultime de l'ONU est d'éliminer la guerre, ce qui inclut, bien entendu, les guerres d'agression. À cet égard, le principe de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force est au cœur de la Charte des Nations Unies. Comme l'a souligné l'éminent juriste international d'origine russe Louis Henkin, personne ne peut nier que les principes énoncés aux paragraphes 3 et 4 de l'Article 2 de la Charte sont des valeurs fondamentales que tous les États Membres de l'ONU doivent défendre en toutes circonstances. Les soi-disant préoccupations légitimes en matière de sécurité mentionnées dans la note de cadrage (voir S/2023/244) ne peuvent pas justifier et ne justifieront pas un recours à la force incompatible avec le droit international. Elles ne peuvent pas non plus servir d'excuse pour commettre des actes illégaux en violation des résolutions contraignantes du Conseil de sécurité, ou des violations systématiques, généralisées et flagrantes des droits humains.

S'agissant du Conseil de sécurité, il ne s'est pas acquitté de son mandat au titre de la Charte dans bon nombre de cas. Par exemple, il n'a rien dit au sujet des violations flagrantes de plusieurs de ses résolutions par la République populaire démocratique de Corée depuis que deux de ses membres permanents ont eu recours au droit de veto en mai dernier. De son côté, la République populaire démocratique de Corée a publié plus de 10 déclarations officielles au cours de l'année écoulée dans lesquelles elle rejette l'action légitime du Conseil de sécurité et du Secrétaire général. Par exemple, lundi dernier, le Vice-Président de la Commission militaire centrale de la République populaire démocratique de Corée a tenu des propos menaçants pour s'opposer à la tenue d'une séance d'information du Conseil sur la République populaire démocratique de Corée. La Ministre des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée, Cheo Son-Hui, a qualifié

le Secrétaire général de marionnette des États-Unis lorsqu'il a condamné le tir d'un missile balistique intercontinental en novembre dernier. Les paroles et les actes de la République populaire démocratique de Corée sont clairement contraires à la Charte des Nations Unies. Il est stupéfiant qu'un membre de l'ONU soit si ouvertement et constamment hostile aux organes principaux de l'ONU et ne fait aucun cas des obligations fondamentales qui lui incombent en vertu de la Charte. Si le Conseil se soucie sérieusement d'un multilatéralisme efficace et de la défense de la Charte, il doit commencer par traiter plus sérieusement et plus efficacement ces cas de non-respect pur et simple.

Le Gouvernement de la République de Corée est un fervent partisan des valeurs universelles telles que la liberté, les droits humains et l'état de droit, qui sont intrinsèquement liées à la Charte des Nations Unies. Nous réaffirmons notre attachement à la Charte, un instrument véritablement universel qui ne permet pas d'interprétations unilatérales et arbitraires. L'existence même de la République de Corée, qui a survécu de justesse à un acte d'agression il y a 70 ans et qui a poursuivi son développement économique et sa démocratisation avec l'aide de l'ONU, est un témoignage vivant d'un multilatéralisme efficace. Pour cette raison, nous estimons avoir une responsabilité plus grande de défendre la Charte des Nations Unies. Mon gouvernement s'emploiera sérieusement à réaliser ce noble objectif.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Türkiye.

M. Önal (Türkiye) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à remercier la Fédération de Russie d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui. Le multilatéralisme traverse une crise profonde alors qu'il est plus que jamais nécessaire. Les crises régionales dans différentes parties du monde se perpétuent. La guerre en Ukraine est entrée dans sa deuxième année et les perspectives d'une solution diplomatique sont faibles. Les effets négatifs des changements climatiques et des perturbations des chaînes d'approvisionnement sont ressentis à l'échelle mondiale, qu'il s'agisse de la hausse des prix de l'énergie, du coût élevé de la vie ou de l'insécurité alimentaire.

Les menaces transnationales telles que le terrorisme, le trafic de drogue et les migrations irrégulières restent de graves sources d'inquiétude. Le fait que le concept d'interdépendance économique n'a pas permis de garantir une paix et une stabilité durables, ainsi que la désillusion à l'égard de la mondialisation, ont également

accru les pressions sur le multilatéralisme. Toutefois, à l'heure où la nature interconnectée des problèmes mondiaux exige un engagement et une coopération internationale renforcés, le multilatéralisme n'est pas un choix, mais une nécessité. Aucun pays ne peut, à lui seul, affronter efficacement ces menaces transnationales intriquées. L'isolationnisme et l'unilatéralisme sont des concepts qui appartiennent au passé et ne peuvent pas permettre de relever les défis du XXI^e siècle. Contrairement à ce que certains avancent, le multilatéralisme n'est pas une menace pour la souveraineté d'autrui. C'est un moyen efficace de protéger les intérêts nationaux dans un monde interdépendant. De fait, le multilatéralisme porte ses fruits depuis des décennies. Il a contribué à la mise en place d'institutions et à l'élaboration de lignes directrices destinées à faciliter le règlement pacifique des conflits. Ces institutions nous permettent d'établir des normes et de créer des cadres pour faire face aux problèmes mondiaux, qu'il s'agisse des changements climatiques, de la réduction de la pauvreté, de la lutte contre le terrorisme ou du désarmement, entre autres.

L'Initiative sur l'exportation de céréales par la mer Noire, les pactes mondiaux relatifs aux migrations et aux réfugiés, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sont quelques exemples des résultats obtenus par la diplomatie et le multilatéralisme pour le bien commun de l'humanité. À la suite des tremblements de terre dévastateurs qui ont frappé la Türkiye, nous avons une fois de plus été les témoins directs du multilatéralisme à l'œuvre grâce à la coopération internationale dans le cadre des secours en cas de catastrophe et de l'action humanitaire. Il faut donc donner la priorité au règlement pacifique des conflits au moyen d'une coopération constructive et d'une diplomatie agissante.

Il ne fait aucun doute que le succès du multilatéralisme dépend de l'efficacité de ses institutions principales. Or, la réalité actuelle est que nos institutions et règles multilatérales sont loin d'être parfaites. L'Organisation des Nations Unies, en particulier, est l'incarnation du multilatéralisme. Pourtant, elle est parfois paralysée dans les moments où l'on a le plus besoin de ses orientations sur des questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales. L'Organisation doit être plus démocratique, plus transparente, plus représentative et plus inclusive. La Charte des Nations Unies et ses dispositions doivent être respectées sans équivoque par tous les Membres, et en premier lieu par les membres permanents du Conseil de sécurité.

Un véritable multilatéralisme exige que tous les États Membres, quelle que soit leur taille ou leur puissance, aient une chance égale de faire entendre leurs

points de vue et d'exprimer leurs attentes. C'est pourquoi l'Assemblée générale, en tant qu'organe le plus démocratique et le plus représentatif de l'ONU, est bien placée pour jouer un rôle de plus en plus important dans les affaires mondiales. Pour renforcer le multilatéralisme, nous avons besoin d'une Assemblée générale plus forte, et nous sommes pleinement favorables au processus intergouvernemental en faveur de sa revitalisation. Alors que nous célébrons aujourd'hui la Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix, il est important de réaffirmer notre attachement aux buts et principes énoncés dans la Charte. Cet attachement implique également de redynamiser le multilatéralisme afin de mieux répondre aux défis de plus en plus globaux et interdépendants de notre époque.

Enfin, je tiens à rejeter catégoriquement les allégations sans fondement de la délégation arménienne concernant les événements de 1915. Nous appelons tout le monde à prendre en considération notre proposition d'établir une commission historique commune, ainsi que les initiatives régionales de paix et de coopération, plutôt que d'attiser une animosité historique.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Sierra Leone.

M. Turay (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat public qui tombe à point nommé en cette période marquée par des crises, des incertitudes et des difficultés à l'échelle mondiale.

La Sierra Leone s'associe à la déclaration qui sera prononcée par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan au nom du Mouvement des pays non alignés.

Les cycles apparemment interminables de conflits et de violence, les effets destructeurs et dévastateurs des changements climatiques, la propagation du terrorisme, ainsi que les crises humanitaires, migratoires et de réfugiés survenues récemment, continuent de remettre en question l'efficacité du système international actuel, ainsi que notre capacité à promouvoir la paix et à offrir une vie décente à tous sur une planète durable. Nous devons proposer des idées novatrices et créer des mécanismes crédibles qui permettront de mettre fin pacifiquement à tous les conflits, de préserver la paix et la sécurité, de promouvoir le progrès social, les droits humains et les libertés fondamentales et d'assurer un meilleur niveau de vie à l'humanité. Nos options sont limitées et rien ne saurait remplacer le multilatéralisme pour relever de tels défis. À cet égard, le Conseil de sécurité doit réfléchir à des mesures qui renforceront notre obligation collective de défendre les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Toutefois, nous ne pouvons pas défendre les causes de justice, d'équité, de responsabilité et de légitimité tant que l'Afrique, continent auquel sont consacrés les deux tiers des débats au Conseil de sécurité, reste exclue et sous-représentée au sein de l'un des organes décisionnels les plus importants de l'ONU. À cet égard, nous souscrivons à l'avis exprimé par le Conseil consultatif de haut niveau pour un multilatéralisme efficace, selon lequel le Conseil de sécurité doit être élargi afin de refléter équitablement les régions du monde qui sont chroniquement sous-représentées, notamment celles qui, comme l'Afrique, ont une population jeune importante et en pleine croissance, et de veiller à ce que les voix des régions touchées par des conflits puissent davantage être prises en compte dans la prise de décision au sein du Conseil.

Nous partageons également l'avis du Conseil consultatif selon lequel nos systèmes doivent pouvoir réorienter rapidement leurs priorités et leurs ressources pour faire face aux risques nouveaux et émergents, ce qui permettrait à l'Organisation d'être plus efficace en matière de prévention. En définitive, la prévention devrait être considérée comme une obligation universelle exigeant de chaque État qu'il joue un rôle dans la prévention et la consolidation de la paix. La Sierra Leone s'aligne sur le point de vue selon lequel nous devons cesser d'envisager la sécurité selon des paramètres nationalistes étroits et accepter le fait que notre survie collective dépend du renforcement de l'investissement dans la paix. Pour y parvenir, l'ONU devra faire preuve d'une plus grande efficacité dans le rôle central qui est le sien au sein de l'architecture de sécurité mondiale. Nous ne devons jamais perdre de vue notre obligation commune de garantir un monde pacifique et sûr en réglant nos différends, y compris les litiges nationaux et internationaux, par la voie d'un dialogue constructif. Nous devons respecter et privilégier le renforcement des mécanismes de médiation existants prévus par la Charte.

La Sierra Leone a en effet bénéficié d'efforts de médiation sous les auspices de l'ONU et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest au niveau sous-régional. Le rôle des organisations régionales en partenariat avec l'ONU doit être renforcé afin que les mesures préventives, telles que les dispositifs d'alerte rapide, soient davantage mises en œuvre au niveau régional. En tant que petit État et compte tenu de son expérience, la Sierra Leone est consciente des avantages offerts par le multilatéralisme et de son importance dans la promotion de la paix, de la sécurité et du développement aux niveaux national, régional et

mondial. Nous sommes fermement convaincus que les principes du droit international doivent être respectés en permanence et que, en tant qu'États Membres, nous devons nous acquitter de nos obligations conformément à la Charte afin de maintenir la paix et la sécurité internationales. Nous avons pris l'engagement contraignant de construire une société mondiale plus juste, plus inclusive et plus égalitaire que celle dans laquelle nous vivons aujourd'hui.

À cette fin, nous nous engageons à promouvoir un multilatéralisme efficace, avec l'ONU en son centre. Par conséquent, la préservation et le renforcement des valeurs que sont le règlement pacifique des différends, la dignité de l'humanité et un véritable développement économique durable, grâce à la coopération internationale et aux efforts multilatéraux, tels qu'ils sont consacrés par la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme et réaffirmés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, sont tous essentiels pour promouvoir et soutenir les trois piliers de l'Organisation, à savoir la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme.

Enfin, notre volonté collective de renouveler notre engagement en faveur du multilatéralisme doit être une nécessité immédiate. Notre inaction portera atteinte à la dignité de l'humanité. À cet égard, la Sierra Leone réaffirme son engagement en faveur des principes, idéaux et objectifs consacrés par la Charte des Nations Unies, un engagement que nous avons pris lorsque nous avons rejoint l'Organisation en 1961 en tant que centième membre, et dont nous avons fait une priorité dans le cadre de notre candidature à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2024-2025.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Bahreïn.

M. Alrowaiei (Bahreïn) (*parle en arabe*) : Pour commencer, je remercie M. Sergey Lavrov, Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, d'avoir présidé la séance d'aujourd'hui du Conseil de sécurité. Je remercie également la Mission permanente de la Fédération de Russie, qui assume la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril, d'avoir organisé le débat important d'aujourd'hui à l'occasion de la Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix, afin de réfléchir à la manière de renforcer et de garantir le multilatéralisme en défendant les buts et les principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, à la lumière des divers défis

actuels auxquels le monde est confronté. Je tiens également à remercier le Secrétaire général António Guterres de son précieux exposé. Les différents défis auxquels le monde a été confronté au cours des dernières décennies, en particulier la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) qui a sévi ces dernières années, ont prouvé qu'aucun État ne peut à lui seul gérer les risques et y faire face. Nous devons tous travailler ensemble en tant que communauté internationale, en incluant toutes les parties prenantes, dans l'intérêt de l'humanité. Dans ce contexte, le multilatéralisme, la diplomatie et la coopération internationale sont les outils les plus importants et les plus efficaces pour maintenir la paix et la sécurité internationales et réaliser le développement durable.

Sous la conduite de S. M. Hamad bin Isa Al Khalifa, et avec le soutien du Prince Salman bin Hamad Al Khalifa, Prince héritier et Premier Ministre du Royaume de Bahreïn, le Royaume de Bahreïn a souligné dans toutes ses positions diplomatiques et initiatives internationales l'importance de la coopération et du partenariat international, sur la base de la fraternité, de l'entente, du bon voisinage, du respect de la souveraineté des États et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, tout en donnant la priorité au dialogue et aux solutions diplomatiques dans le règlement des conflits et l'apaisement des tensions régionales et internationales. Nous avons également soutenu la consolidation de la coexistence pacifique entre les religions, les civilisations et les cultures, sur la base de la Charte des Nations Unies et des principes du droit international.

Le Royaume de Bahreïn s'est engagé à faire de la paix un choix stratégique. C'est la raison d'être des différentes initiatives qu'il a lancées pour promouvoir la coopération internationale, la stabilité, la paix et la prospérité, en particulier dans la région du Moyen-Orient, qui connaît divers conflits et différends. Le Royaume de Bahreïn soutient et renforce l'ordre international fondé sur les règles, les instruments internationaux et les mécanismes et principes de défense des droits humains consacrés par les lois et institutions internationales. De plus, nous nous employons à renforcer les capacités internationales, à fournir une assistance et à garantir un développement durable partout dans le monde. Nous promouvons les valeurs de paix, de coexistence pacifique et de dialogue grâce à des politiques et des initiatives spécifiques, telles que la création du Centre mondial du Roi Hamad pour la coexistence pacifique, qui encourage la coexistence pacifique entre les différentes religions et cultures.

Pour terminer, le Royaume de Bahreïn réaffirme le rôle central de l'ONU, qui est l'un des meilleurs

cadres multilatéraux pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, la réalisation des objectifs de développement durable, ainsi que la protection et la promotion des droits humains.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Azerbaïdjan.

M. Aliyev (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des 120 États membres du Mouvement des pays non alignés.

Tout d'abord, je félicite la Fédération de Russie de sa présidence réussie du Conseil de sécurité et je remercie le Mouvement de l'occasion qui m'est donnée de présenter sa position sur le sujet d'aujourd'hui. À cet égard, nous ne pouvons pas oublier que le thème de ce débat public coïncide avec la commémoration annuelle de la Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix, une date importante promue par le Mouvement des pays non alignés, conformément à son engagement historique en faveur de la promotion et de la préservation du multilatéralisme et de la facilitation de la diplomatie, qui, dans la conjoncture internationale actuelle, représente une occasion de promouvoir les valeurs de l'Organisation des Nations Unies et de réaffirmer la foi de nos peuples dans les buts et les principes consacrés par sa charte fondatrice.

Le Mouvement des pays non alignés est attaché au multilatéralisme, au cœur duquel se trouve l'ONU. Préserver et renforcer les valeurs du multilatéralisme et de la coopération internationale, qui sous-tendent la Charte des Nations Unies et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, revêt une importance fondamentale pour promouvoir et appuyer les trois piliers de l'Organisation, à savoir la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme. À leur dix-huitième sommet, tenu à Bakou en octobre 2019, les chefs d'État et de gouvernement du Mouvement des pays non alignés ont réaffirmé la validité des buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et des principes et normes du droit international, qu'ils ont jugés indispensables pour préserver et promouvoir la paix et la sécurité, l'état de droit, le développement économique et le progrès social, ainsi que l'exercice par chacun de tous ses droits humains.

Le strict respect des principes du droit international et l'exécution de bonne foi des obligations qui incombent aux États en vertu de la Charte des Nations Unies ont la plus grande importance en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Mouvement des pays non alignés s'engage à soutenir et à promouvoir les buts et principes énoncés dans la

Charte des Nations Unies et les principes et normes du droit international, notamment ceux qui ont trait à l'intégrité territoriale des États et à l'inviolabilité de leurs frontières internationales, à l'inadmissibilité du recours à la force, à la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres États, et au droit à l'autodétermination des peuples sous occupation étrangère et sous domination coloniale ou étrangère.

Tous les États ont l'obligation de s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les objectifs de l'ONU. Recourir ainsi à la menace ou à l'emploi de la force représente une violation du droit international et de la Charte des Nations Unies et ne sera jamais reconnu comme un moyen légal de régler des différends internationaux. Les États membres du Mouvement soulignent avec insistance qu'il importe de prendre des mesures efficaces pour neutraliser les actes d'agression ou autres perturbations de la paix, ainsi que pour défendre, promouvoir et encourager le règlement pacifique des différends internationaux, d'une manière qui ne compromette ni la paix et la sécurité internationales ni la justice.

Le Mouvement dénonce les mesures coercitives unilatérales qui sont prises contre des États Membres sans être autorisées par le Conseil de sécurité conformément à la Charte ou qui sont incompatibles avec les principes consacrés par le droit international et la Charte, et en exige l'abrogation. Et ce, en raison de leurs incidences extraterritoriales et de leur caractère illégal, et parce qu'elles violent les droits humains et empêchent le plein développement socioéconomique des peuples qui y sont soumis.

Le Mouvement réaffirme et souligne sa position de principe et sa détermination à promouvoir le règlement pacifique des différends conformément à la Charte, au droit international et aux résolutions pertinentes des organes de l'ONU, notamment celles adoptées par le Conseil de sécurité. À cet égard, nous voudrions insister sur le rôle majeur que joue la Cour internationale de Justice, organe judiciaire principal des Nations Unies, en favorisant et en encourageant le règlement des différends internationaux par des voies pacifiques, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et du Statut de la Cour. Le Mouvement exhorte le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et les autres organes de l'ONU et ses institutions spécialisées dûment autorisées à faire davantage appel à la Cour, dans le cadre de

leurs activités, pour obtenir des avis consultatifs et des interprétations du droit international.

Fidèle à son engagement de consolider son rôle de force antiguerre et éprise de paix, le Mouvement réaffirme sa détermination à œuvrer à l'avènement d'un monde pacifique et prospère et d'un ordre mondial juste et équitable. Nous rappelons en outre notre intention d'œuvrer en faveur d'un monde multipolaire en renforçant l'ONU et les processus multilatéraux, qui sont indispensables aux efforts que nous déployons pour promouvoir les intérêts de nos nations et de l'humanité tout entière.

Je vais à présent formuler quelques observations à titre national. Les allégations foncièrement incorrectes et fausses qui ont été faites par le représentant de l'Arménie au cours de la présente séance montrent à quel point la haine, l'intolérance et les mensonges dominent le discours de ce pays et la grave menace qu'il fait peser sur la paix, la sécurité et la stabilité de la région. Son objectif est clair. Il cherche à dissimuler sa propre responsabilité dans l'agression menée contre mon pays, l'Azerbaïdjan, y compris son occupation pendant 30 ans de territoires souverains de mon pays, ses atrocités criminelles, ses crimes de haine et sa politique ouvertement raciste.

Les affirmations répétées de l'Arménie concernant les hostilités militaires à grande échelle que l'Azerbaïdjan aurait déclenchées en 2020 relèvent du pur fantasme. L'Azerbaïdjan a recouru à des contre-mesures afin de recouvrer son intégrité territoriale et de protéger son peuple, agissant, ce faisant, exclusivement sur son territoire souverain, dans le plein respect de la Charte, du droit international et des résolutions 822 (1993), 853 (1993), 874 (1993) et 884 (1993).

Quant aux affrontements de septembre 2022, ils se sont produits le long de la frontière non délimitée entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et non en Arménie, et ont été provoqués par les forces armées arméniennes, comme l'ont dûment établi les rapports présentés à l'ONU. Les allégations de l'Arménie relatives à la route Latchine-Khankendi sont également fausses. Depuis la signature de la déclaration trilatérale en novembre 2020, le régime régissant la circulation des personnes, des véhicules et des marchandises le long de la route demeure inchangé, la sécurité en étant garantie par l'Azerbaïdjan conformément à cette déclaration. Les habitants, les ambulances, les convois humanitaires et le Comité international de la Croix-Rouge empruntent cette route sans aucune restriction. Dans le même temps, l'Arménie elle-même

a utilisé à mauvais escient la route de Latchine à des fins militaires illégales, notamment pour procéder à la relève des membres de ses forces armées, transférer des armes et poser des mines terrestres dans la région. Elle l'a aussi utilisée comme voie de passage pour le trafic de minerais et d'autres ressources, ainsi que pour la circulation de ressortissants de pays tiers. L'installation par l'Azerbaïdjan d'un poste de contrôle frontalier à l'entrée de la route de Latchine, sur son territoire souverain, est fondé sur les principes fondamentaux de la souveraineté et de l'intégrité territoriales des États, ainsi que sur leur droit indéniable, leur prérogative, leur compétence exclusive et leur devoir d'assurer la sécurité et la protection de leurs frontières et l'état de droit.

Plutôt que de perdre du temps à déformer les faits, à faire une interprétation fallacieuse des documents internationaux, à induire la communauté internationale en erreur et à inciter à l'hostilité et à la haine, l'Arménie doit respecter ses obligations internationales, retirer complètement ses forces et groupes armés illégaux du territoire azerbaïdjanais et restituer à l'Azerbaïdjan ses huit villages frontaliers encore occupés. L'Arménie doit renoncer à ses revendications territoriales, cesser ses activités illégales et ses campagnes de désinformation, mettre fin au terrorisme par mines interposées et faire la lumière sur le sort des milliers d'Azerbaïdjanais portés disparus pendant le conflit. Elle doit réparer le préjudice causé à l'Azerbaïdjan et engager de bonne foi des négociations sur un traité de paix et la délimitation de la frontière entre les deux États.

Quel que soit le nombre de mensonges, d'insinuations et d'informations erronées diffusés par l'Arménie, l'Azerbaïdjan est fermement déterminé à réhabiliter, reconstruire et réintégrer ses territoires touchés par le conflit, à assurer le retour en toute sécurité et dans la dignité des réfugiés et des personnes déplacées dans leur foyer, à promouvoir le programme de normalisation et à prévenir et éliminer, par tous les moyens légitimes, toute menace qui pèse sur la sécurité et le bien-être de son peuple, ainsi que sur sa souveraineté et son intégrité territoriale.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Afrique du Sud.

M^{me} Joyini (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Nous vous remercions, Monsieur le Président, d'avoir organisé le présent débat public sur le thème « Un multilatéralisme efficace reposant sur la défense des principes consacrés par la Charte des Nations Unies ». Nous débattons de ce sujet important dans une période complexe marquée par la montée des tensions politiques, qui exige

une réflexion approfondie sur les défis mondiaux multidimensionnels qui nous touchent tous. Nous devons concevoir des approches efficaces et des solutions innovantes pour relever ces défis, tout en nous attachant à mettre en œuvre le programme commun de l'ONU et à renforcer notre engagement en faveur du multilatéralisme.

Les principes énoncés dans la Charte, principes fondamentaux auxquels nous avons souscrit en tant qu'États Membres, sont de plus en plus menacés. Les dispositions de la Charte avaient été élaborées à la lumière des horreurs historiques de la Seconde Guerre mondiale, dont les enseignements demeurent pertinents pour la géopolitique contemporaine. Le climat politique mondial actuel nous rappelle que tous les États Membres sont tenus par la Charte de régler les différends et les conflits par des moyens pacifiques et de tout mettre en œuvre pour préserver la paix et la stabilité dans le monde.

Malgré les nobles aspirations de la Charte des Nations Unies et ses effets positifs, certains États Membres ont violé et continuent de violer certains de ses principes fondamentaux. Bien que la Charte affirme que l'ONU est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres, nous sommes en réalité confrontés à l'absurdité orwellienne selon laquelle certains États Membres sont plus égaux que d'autres. Bien entendu, cela se traduit souvent par des mesures unilatérales et un mépris flagrant pour le droit international. Les dirigeants de ces pays peuvent ainsi violer la Charte, par exemple en réglant leurs différends par des moyens non pacifiques ou en violant l'intégrité territoriale et la souveraineté d'autrui, ou encore en soutenant leur violation. Cependant, cet exercice du pouvoir ne les immunise pas contre les conséquences préjudiciables auxquelles nous devons tous et toutes faire face si les principes inscrits dans la Charte sont bafoués. Ces conséquences sont souvent incontrôlables et ont une incidence sur la sécurité à long terme de tous.

Il est indispensable que tous les États Membres maintiennent leur engagement à préserver le rôle central joué par l'ONU dans le règlement des conflits internationaux, et ce, dans le respect des dispositions du droit international et de la Charte des Nations Unies. La quête de la paix et de la sécurité mondiales exige des États Membres qu'ils mettent de côté leurs divergences et qu'ils donnent la priorité à l'objectif commun de faire progresser la paix et le développement de l'humanité.

La pertinence de l'Organisation des Nations Unies est remise en question de plus en plus fréquemment ces derniers temps. La quête de légitimité et d'intégrité du

Conseil de sécurité est un problème encore plus pressant. Cette quête se poursuivra tant que l'impasse dans laquelle se trouve le Conseil ne sera pas surmontée. Cette situation a mis en évidence le besoin urgent de procéder à une réforme du Conseil de sécurité, laquelle passe par une représentation équitable et l'égalité dans les processus décisionnels de cet organe. De même, nous invitons les membres du Conseil de sécurité à mettre de côté leurs désaccords sur certaines questions inscrites à son ordre du jour et à œuvrer sincèrement en faveur de l'unité et du consensus, ce qui, nous l'espérons, renforcera inévitablement l'efficacité du Conseil et, partant, sa légitimité.

Alors que nous nous préparons aux délibérations, dans les mois à venir, sur *Notre Programme commun* (A/75/982) et au Sommet de l'avenir, en particulier le Nouvel Agenda pour la paix, nous devons réfléchir à une architecture mondiale de paix et de sécurité qui soit adaptée et efficace pour faire face aux nouvelles menaces à la paix et à la sécurité, ainsi qu'aux conflits en cours et prolongés. Dans un contexte géopolitique difficile, le Nouvel Agenda pour la paix nous donne l'occasion de renouveler et de consolider notre détermination à préserver et à approfondir les progrès réalisés en matière de paix et de stabilité mondiales au cours des 77 années d'existence de l'ONU.

La prévention des conflits, le dialogue et la médiation doivent être au cœur des efforts déployés par l'ONU pour garantir la paix et la sécurité à l'échelle mondiale. Il faudra pour cela faire preuve d'une forte volonté politique et respecter strictement le droit international et la Charte des Nations Unies qui doivent être appliqués de manière cohérente. Le statu quo n'est pas tenable si nous, les États Membres, et le Conseil de sécurité, dont le mandat principal est le maintien de la paix et de la sécurité internationales, voulons gérer et régler avec efficacité les questions relatives à la paix et à la sécurité mondiales.

Nous souhaitons rappeler au Conseil de sécurité et aux États Membres de l'ONU que l'un des plus grands obstacles au règlement efficace des conflits est l'application sélective du droit international et de la Charte des Nations Unies que l'on constate actuellement. En conséquence, l'Afrique du Sud estime qu'un multilatéralisme efficace exige de privilégier l'unité, le partenariat et la collaboration, en tant que première étape vers la consolidation d'une action collective. La responsabilité qui incombe au Conseil de sécurité de veiller à la mise en œuvre de ses résolutions et d'accorder une attention juste et équitable aux questions inscrites à son ordre du jour demeure tout aussi essentielle.

Je conclurai en réaffirmant l'attachement et le soutien indéfectibles de l'Afrique du Sud à un système multilatéral fondé sur des règles et le droit international qui soit juste, équitable, représentatif et adapté à sa finalité, avec l'ONU à la barre et en tant que cadre permettant d'apporter des solutions intergouvernementales et collectives à des problèmes mondiaux communs. Les problèmes avec lesquels le monde est actuellement aux prises sur les plans économique, du développement, de la santé, de la paix et de la sécurité, ainsi que d'autres enjeux pressants, illustrent bien le principe selon lequel aucun pays ne peut y faire face à lui seul. C'est pourquoi nous devons rétablir la confiance et redoubler d'efforts pour œuvrer de concert en vue de relever ces défis.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique populaire lao.

M. Vongnorkeo (République démocratique populaire lao) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué le présent débat public, et je félicite la Fédération de Russie de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours. Ma délégation souhaite également remercier le Secrétaire général de son important exposé.

La République démocratique populaire lao s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Azerbaïdjan au nom du Mouvement des pays non alignés.

Nous sommes à la croisée des chemins : la communauté internationale est aux prises avec des défis multiformes, notamment des conflits armés et des difficultés d'ordre économique, financier et environnemental. En outre, le multilatéralisme, qui a toujours été au cœur de la coopération internationale, est mis à mal, tandis que l'unilatéralisme gagne du terrain.

« Nous » sommes, comme l'indique la Charte, les peuples des Nations Unies, et nous nous réunissons à l'ONU pour trouver les solutions les plus appropriées et prendre d'urgence les mesures nécessaires pour régler les problèmes auxquels nous sommes tous confrontés aujourd'hui. Cela ne peut se faire sans le respect rigoureux des principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et sans la préservation du multilatéralisme. L'ONU a été créée pour éviter une nouvelle catastrophe mondiale. Notre sagesse collective et notre volonté politique de trouver l'approche la plus pragmatique pour faire face au nombre croissant de crises qui nous menacent aujourd'hui doivent prévaloir sur tous les intérêts unilatéraux et politiques. Ce faisant, nous devons renforcer notre solidarité, régler les différends et éviter l'affrontement et les dissensions.

Dans ce contexte, l'Organisation des Nations Unies, en particulier le Conseil de sécurité, doit s'acquitter efficacement de son mandat de maintien de la paix et de la sécurité. Nous aspirons toutes et tous à ce que le Conseil soit transformé afin de faire face aux menaces et aux besoins actuels en matière de sécurité mondiale. La communauté internationale doit trouver des solutions pacifiques et durables aux conflits et aux différends actuels. Nous considérons que les mesures coercitives unilatérales sont en contradiction avec les principes consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international. Elles continuent de porter atteinte aux droits des peuples innocents qui y sont soumis, et d'entraver leur plein développement socioéconomique. Pour garantir une paix et une prospérité durables, nous devons créer les conditions permettant de trouver des solutions pacifiques et d'instaurer un climat propice aux négociations diplomatiques.

En tant que membre actif et responsable de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la République démocratique populaire lao attache une grande importance à la promotion de la paix et de la stabilité à l'échelle régionale. Dans le cadre du Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est, nous, les membres de l'ASEAN, défendons résolument l'importance de la non-prolifération des armes nucléaires, qui constitue un fondement solide pour le maintien de la paix et de la sécurité dans la région. Dans le même ordre d'idées, le rôle joué par l'ASEAN dans le règlement, par des moyens pacifiques, des problèmes de sécurité à l'échelle régionale, y compris la question du Myanmar, demeure essentiel. Nous devons aussi faire tout ce qui est en notre pouvoir pour garantir le maintien de l'aide humanitaire aux personnes dans le besoin, ainsi que pour promouvoir la mise en œuvre pleine et effective du consensus en cinq points convenu par les dirigeants de l'ASEAN.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer l'attachement sans faille de la République démocratique populaire lao au respect des principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Mon pays est disposé à continuer d'œuvrer en étroite collaboration avec tous les États Membres de l'ONU en faveur du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie.

M. Fifield (Australie) (*parle en anglais*) : L'Australie se réjouit de l'occasion qui lui est donnée de prendre la parole sur ce sujet important.

L'Australie est un pays qui partage des points communs avec beaucoup de peuples du monde. Nous sommes un pays qui abrite la plus ancienne culture existant de façon continue sur la planète, ainsi que des personnes issues de plus de 300 origines. Nous voyons notre reflet dans le monde, tout comme le monde peut voir son reflet dans notre pays. Et nous voulons que les intérêts de tous les peuples du monde soient défendus, au même titre que les nôtres.

Nous avons intérêt à ce que le monde fonctionne selon des règles et des normes, en vertu desquelles un pays plus grand ne détermine pas le sort d'un pays plus petit et chaque pays peut s'employer à réaliser ses aspirations et à garantir sa prospérité. Nous voulons vivre selon nos propres lois et valeurs, déterminées par nos propres citoyens, en respectant les autres, mais sans nous soumettre à eux. Pour préserver ces choix souverains, les pays de petite taille et de taille moyenne du monde entier, dont l'Australie, doivent travailler ensemble.

Les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies sont fondamentaux pour nos aspirations, et ils sont essentiels pour que le système multilatéral puisse relever efficacement les défis mondiaux auxquels nous sommes tous confrontés. Nous voulons que tous les pays veillent au respect de la Charte des Nations Unies.

L'invasion illégale et immorale de l'Ukraine par la Russie met en évidence notre intérêt à vivre dans un monde où aucun pays ne domine et aucun pays n'est dominé. L'attaque contre l'Ukraine est une attaque contre tous les pays de petite taille. Cela revient à affirmer qu'un pays plus grand a le droit d'assujettir un voisin plus petit et de décider si un autre pays a le droit ou non d'exister.

Nous ne pouvons pas accepter une situation où les grands pays déterminent le sort des pays de plus petite taille. Outre les terribles dégâts matériels et les pertes en vies humaines en Ukraine, l'invasion de la Russie aggrave les souffrances humaines. Elle alimente la crise mondiale de la sécurité alimentaire et énergétique, qui a des conséquences terribles pour les populations de tant d'États Membres. Elle nous rappelle à tous tout ce qui est en jeu si nous ne parvenons pas à protéger la Charte des Nations Unies. Nous ne pouvons pas rester passifs lorsque les grandes puissances bafouent les règles. Nous devons continuer à travailler ensemble pour amener la Russie à rendre des comptes.

La vision de l'Australie est celle d'un système multilatéral qui garantisse la sécurité, la stabilité et la prospérité de l'Australie, de notre région et du monde. S'engager réellement en faveur de l'ONU signifie

s'engager sérieusement à réformer l'Organisation afin qu'elle demeure indispensable. Nous sommes déterminés à coopérer avec les autres pays à cette fin.

L'incapacité du Conseil de sécurité de réagir face à l'attaque de la Russie contre l'Ukraine a une fois de plus mis en évidence l'importance de la réforme. Les États Membres doivent avoir la certitude que le Conseil de sécurité peut riposter efficacement aux menaces et aux atteintes à la paix et à la sécurité internationales. Le but du droit de veto au Conseil de sécurité n'a jamais été de permettre aux pays auxquels il a été octroyé de s'en servir pour violer en toute impunité la Charte des Nations Unies.

La déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/1 de l'Assemblée générale) et le rapport intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982) témoignent du large appui politique en faveur d'un système multilatéral équitable, inclusif, efficient et efficace. Le Sommet de l'avenir sera l'occasion d'examiner si l'ONU, en son état actuel, est à la fois l'ONU que nous voulons et l'ONU dont nous avons besoin à l'avenir. Nous nous réjouissons à la perspective de participer à ce processus aux côtés de pays sincèrement attachés à la réforme.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Népal.

M. Rai (Népal) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence russe du Conseil de sécurité d'avoir organisé ce débat important.

Le monde d'aujourd'hui est marqué par l'intensification des tensions géopolitiques entre les grandes puissances, qui sont plus vives que jamais depuis la Seconde Guerre mondiale. Le déficit de confiance au sein des pays et entre eux met le multilatéralisme à rude épreuve. Le sentiment profond que l'ONU, et en particulier cet organe, le Conseil de sécurité, est incapable de maintenir la paix et de régler les problèmes majeurs auxquels l'humanité est aujourd'hui confrontée, prédomine. Il est urgent de mettre de côté l'esprit de clocher et de rassembler la volonté politique nécessaire pour renforcer la compréhension, la coopération et la coordination afin de dissiper les tensions géopolitiques et de tracer la voie d'un avenir pacifique et prospère pour l'humanité.

Le multilatéralisme, avec l'ONU en son centre, est au cœur de la politique étrangère du Népal et des efforts que nous déployons pour maintenir la paix et la sécurité internationales et relever les défis mondiaux.

Pour les petits pays comme le nôtre, défendre la Charte des Nations Unies revient à défendre l'égalité souveraine, l'intégrité territoriale, la dignité et la justice pour un ordre mondial inclusif et équitable.

Nous considérons la Charte des Nations Unies comme le socle du système multilatéral fondé sur des règles, auquel tous les États Membres participent avec dignité, indépendamment de leurs performances économiques ou de leur puissance militaire. Tous les États Membres doivent toujours respecter les dispositions de la Charte. Leur application sélective constitue un rejet des valeurs de l'ordre multilatéral fondé sur des règles.

Tout en défendant la pleine adhésion à la Charte des Nations Unies, nous appelons à une réforme opportune qui promeuve l'équité, l'égalité, l'inclusion et la justice pour tous les États Membres. La paix et la sécurité, les droits de l'homme et le développement durable se renforcent mutuellement. Nous soulignons l'importance de réaliser les objectifs de développement durable dans les délais prévus afin de prévenir les conflits et de s'attaquer à leurs causes profondes.

Pour parvenir à une paix durable, une coordination plus étroite entre l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social et la Commission de consolidation de la paix est nécessaire. Le Conseil de sécurité ayant la responsabilité principale en matière de maintien de la paix et de la sécurité, ses membres doivent assumer la responsabilité fondamentale de faire respecter les principes et les valeurs énoncés dans la Charte. L'échec du Conseil sape la crédibilité et la légitimité mêmes de l'ensemble du système des Nations Unies. Par conséquent, nous attendons des membres du Conseil, en particulier des membres permanents, qu'ils redoublent d'efforts pour parvenir à un consensus sur la manière de régler les problèmes auxquels le monde est aujourd'hui confronté.

Au cours de ses 77 années d'existence, l'ONU s'est distinguée en tant que seule organisation multilatérale crédible à composition universelle. Son succès n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat de l'engagement sans faille dont ses États Membres font preuve. Nous ne pouvons pas imaginer ni créer une autre institution de ce type avec la même composition et la même crédibilité. Mais le moment est venu de franchir un pas historique en ce tournant clef de l'histoire pour faire de l'ONU une institution compétente, qui maintient la paix et aide les États Membres à garantir une prospérité durable.

Nous devons démontrer que nous avons réellement l'intention d'obtenir des résultats par l'intermédiaire du système des Nations Unies. Par conséquent, les intérêts

nationaux étroits ne doivent pas empêcher l'ONU de riposter aux menaces mondiales communes. Les États Membres doivent respecter la Charte des Nations Unies aux fins du maintien de la paix et de la stabilité dans le monde.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Maroc.

M. Kadiri (Maroc) : De prime abord, je souhaite vous remercier, Monsieur le Président, pour avoir organisé ce débat public sur le thème « un multilatéralisme efficace reposant sur la défense des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies », présidé par M. Sergey Lavrov, Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie.

La Charte des Nations Unies pose les jalons de la conduite de relations internationales prévisibles, reposant sur un ensemble de valeurs et de principes communs. Ces derniers, en particulier le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États Membres, le règlement pacifique des différends et la coopération internationale, sont primordiaux pour faire face aux défis mondiaux. Ils représentent une soupape de sécurité pour un multilatéralisme se basant sur l'état de droit, le respect des droits de l'homme, la paix et la sécurité internationales et le développement. L'épine dorsale du texte fondateur de l'ONU fut et demeure le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Aujourd'hui, tout comme en 1945, cet objectif continue d'être au cœur de l'action des Nations Unies, et c'est précisément le Conseil de sécurité, garant de la paix et de la sécurité dans le monde, qui dispose de la compétence première en la matière. Aujourd'hui, nous avons besoin d'un multilatéralisme plus solidaire, plus efficace et plus pragmatique. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) nous a clairement démontré que nous dépendons les uns des autres et que le multilatéralisme est une exigence. Pour le Maroc, construire un système multilatéral renouvelé et équitable est fondamental afin d'assurer le renforcement de la solidarité internationale nécessaire pour relever les défis multidimensionnels et multiformes actuels. Aussi est-il nécessaire de repenser l'action multilatérale, de développer des approches renouvelées et novatrices et de définir des concepts consensuels capables d'insuffler un nouvel élan pour faire face aux défis immédiats et futurs et renforcer l'efficacité des institutions internationales.

Conformément aux orientations de S. M. le Roi Mohammed VI, le Maroc contribue activement à la promotion d'un multilatéralisme axé sur la paix, la stabilité, le respect mutuel et le développement durable à l'échelle mondiale et continentale. Le Maroc a toujours

considéré que la coopération multilatérale était la voie la plus efficace pour répondre aux défis mondiaux qui se posent à l'humanité, surtout dans un monde interconnecté et en constante mutation. Dans ce cadre, le Royaume du Maroc s'est fermement engagé dans des initiatives multilatérales importantes, telles que le dialogue interculturel, intercivilisationnel et interreligieux, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, la gestion humaine et humanitaire des migrations, la promotion du développement durable et la protection de l'environnement, pour ne citer que ces sujets très importants. Par ailleurs, le Maroc a fait de la paix et de la sécurité et du développement durable dans notre continent africain, ainsi que de l'action multilatérale en faveur de l'Afrique, une priorité absolue, et ce, conformément aux instructions de S. M. le Roi Mohammed VI.

Le Maroc salue les efforts et les initiatives du Secrétaire général António Guterres, notamment *Notre Programme commun* (A/75/982) et le Nouvel Agenda pour la paix, visant à renforcer l'action de l'Organisation, à l'outiller pour faire face aux défis de nos jours et à assurer un meilleur avenir pour les générations futures. Ces initiatives, en plus des réformes engagées au sein de l'ONU, notamment la réforme du Conseil de sécurité, pour laquelle nous réaffirmons notre plein soutien à la Position africaine commune, telle que contenue dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte, contribuent à renforcer le rôle des Nations Unies et le multilatéralisme en général en encourageant une approche inclusive et équitable de la coopération internationale.

Pour conclure, nous considérons qu'un multilatéralisme fort et équitable est indispensable pour relever les défis communs, trouver des solutions collectives et bâtir un avenir meilleur pour les générations actuelles et futures. À cet effet, l'ONU demeure le cadre de coopération le plus efficace et le plus approprié et la plateforme d'action multilatérale par excellence pour atteindre ces nouveaux objectifs.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Liban.

M^{me} Mrad (Liban) : Permettez-moi de féliciter la Russie pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité en ce mois d'avril et pour la tenue de la présente séance du Conseil, présidée par le Ministre des affaires étrangères Sergey Lavrov. Je tiens, au nom de ma délégation, à vous remercier, Monsieur le Président, pour l'organisation du présent débat qui porte sur un thème central, en des temps où le système multilatéral fondé sur des règles continue d'être mis à mal.

Pourtant, en dépit de ses imperfections, il doit demeurer le cadre privilégié, car nul ne peut, à lui seul, faire face à la multitude d'enjeux globaux et souvent existentiels auxquels nous sommes confrontés : conflits armés, pandémies, insécurité alimentaire et urgence climatique, pour n'en citer que quelques-uns. Or, comme l'a bien rappelé le Secrétaire général en 2020, en pleine pandémie, il ne suffit pas de clamer les vertus du multilatéralisme, nous devons continuer à prouver qu'il est plus qu'utile. La coopération internationale doit évoluer avec son temps. Cette coopération internationale doit être plus agile, plus efficace et plus inclusive, ce qui nous permettra d'être mieux préparés et de répondre aux défis mondiaux qui touchent les peuples du monde, et au final, d'en prévenir bien d'autres.

À cet égard, la Charte des Nations Unies doit demeurer la clef de voûte du multilatéralisme. Le Liban est par conséquent favorable à toute réforme institutionnelle visant à accroître la crédibilité de l'ONU et à réduire la défiance, souvent légitime, envers les institutions internationales. Il convient ici de réaffirmer le soutien du Liban aux efforts du Secrétaire général, comme il l'a proposé dans *Notre Programme commun* (A/75/982), afin d'adapter l'Organisation à cette ère nouvelle. Il en est question également dans le Nouvel Agenda pour la paix.

Alors que nous sommes entrés dans un monde multipolaire, les institutions de gouvernance se doivent d'être plus représentatives et démocratiques. Cela s'applique bien entendu au Conseil de sécurité. Le Liban continue donc de soutenir les négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil, concernant la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et autres questions connexes ayant trait au Conseil de sécurité, et réaffirme la position du Groupe des États arabes. Le Liban a également souscrit à plusieurs initiatives dont le but est de renforcer la transparence et la reddition de comptes autour de l'usage du veto. C'est dans ce contexte que nous avons soutenu deux initiatives complémentaires : le code de conduite consistant à ne pas voter contre tout projet de résolution crédible visant à empêcher ou prévenir des atrocités de masse, et l'initiative franco-mexicaine sur la limitation du veto en cas d'atrocités de masse. Le Liban s'est de plus porté coauteur l'an dernier de la résolution 76/262 de l'Assemblée générale, intitulée « Mandat permanent permettant à l'Assemblée générale de tenir un débat en cas de recours au droit de veto au Conseil de sécurité ».

Enfin, il demeure toujours important de veiller au respect et à l'application harmonieuse et cohérente de nos obligations internationales et de renoncer à des

approches sélectives. Pour le Liban, petit État et l'un des Membres fondateurs de l'ONU, le multilatéralisme est un bouclier. Il a été vital pour mon pays lorsque celui-ci a traversé les conflits d'hier, et demeure vital face aux crises d'aujourd'hui. Un ordre international fondé sur la primauté et le respect du droit ne peut donc être optionnel, mais bien nécessaire en ce qu'il est un vecteur de la paix, de la stabilité et de la sécurité internationales.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

M. Rae (Canada) (*parle en anglais*) : Le Canada souscrit au thème choisi pour le débat public de ce jour : « Un multilatéralisme efficace reposant sur la défense des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies ». Toutefois, la note de cadrage (voir S/2023/244) établie par la Fédération de Russie est ce que George Orwell aurait qualifié d'exercice délibéré de double pensée. Ainsi, la Fédération de Russie a deux croyances complètement contradictoires à l'esprit en même temps. Elle croit être un fidèle défenseur des principes inscrits dans la Charte, et elle croit aussi être le garant d'un nouveau système fondé sur ces principes. En même temps, par ses actions, elle montre qu'elle croit en fait pouvoir déchi queter lesdits principes où et quand cela lui chante, que ce soit en Ukraine, en Syrie ou chez elle, en Russie, au détriment de son propre peuple. La Fédération de Russie se comporte comme si elle était au-dessus de la loi. Je ne vois pas ce qu'il pourrait y avoir de plus unilatéral. Néanmoins, aucun de nous n'est au-dessus de la loi. Les mandats d'arrêt émis par la Cour pénale internationale en rapport avec la déportation forcée en masse d'enfants ukrainiens le démontrent clairement. Nous suivons actuellement plusieurs autres pistes pour demander des comptes à la Russie pour ses violations du droit international en Ukraine, et nous les suivrons avec la plus grande détermination.

Nous estimons que la Russie doit également répondre de la diffusion quotidienne de désinformation, et même de mensonges ici à l'ONU. Dans la note de cadrage établie pour le débat de ce jour, la Russie nous dit que nous sommes aux prises avec

« la forte détérioration de la situation dans le domaine de la sécurité mondiale, fruit de la volonté de certains de revoir l'équilibre stratégique et d'ignorer les préoccupations des autres États en matière de sécurité » (S/2023/244, p. 3).

La note de cadrage indique par la suite que certains pays

« impos[ent] la « loi du plus fort »... [que tout effort visant à régler un conflit] doit être fondé

sur le principe d'égalité [et que] [l]e principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États, inscrit à l'Article 2 de la Charte, demeure crucial. » (*ibid.*, p. 2 et 4)

Quid de la réalité ? Elle est très différente. La sécurité mondiale n'aurait pas été autant affaiblie si la Russie n'avait pas lancé une invasion à grande échelle et une guerre d'agression contre son voisin souverain et indépendant, l'Ukraine. La Russie dénonce l'imposition de la « loi du plus fort ». C'est pourtant ce qu'elle fait en Ukraine. Comment pourrait-on mieux décrire ce qui se passe en Ukraine que la décision prise par un pays puissant d'attaquer son voisin ? Heureusement, l'Ukraine continue de se défendre avec l'aide de nombreux partenaires, comme le prévoit d'ailleurs l'Article 51 de la Charte, qui accorde spécifiquement aux nations le droit de se défendre et aux autres pays le droit d'aider une nation à se défendre. La Russie nous appelle également à « rejeter toutes les manifestations néocoloniales ». (*ibid.*, p. 3). J'encourage cependant les membres du Conseil à lire les déclarations du Président Poutine, dans lesquelles il affirme ne faire aucune distinction entre l'Ukraine et la Russie et refuse en réalité de reconnaître la souveraineté de l'Ukraine. C'est pour cela que des territoires ukrainiens continuent d'être annexés illégalement, que des villes ukrainiennes sont bombardées quotidiennement et que des dizaines de milliers d'enfants ukrainiens ont été arrêtés et déportés de force pour être « rééduqués ».

(*l'orateur poursuit en français*)

La Russie accuse également les autres d'ignorer les préoccupations des États en matière de sécurité, alors qu'elle poursuit une politique expansionniste et révisionniste dans le monde entier. Elle a suspendu sa participation à des accords de désarmement essentiels ou les a reniés. Elle menace ouvertement d'utiliser des armes nucléaires, tout en compromettant la sûreté et la sécurité nucléaires en Ukraine.

S'il y a un pays qui est le plus responsable d'avoir ignoré les préoccupations des autres États en matière de sécurité, c'est bien la Fédération de Russie. S'il y a un pays qui a violé de la manière la plus flagrante la Charte des Nations Unies, c'est bien la Fédération de Russie. Et s'il y a un pays qui a le plus compromis le Conseil de sécurité, c'est bien la Fédération de Russie. La Russie affirme qu'il est essentiel de ne pas porter atteinte aux prérogatives du Conseil et de maintenir le rôle central du Conseil en matière de paix et de sécurité. Naturellement, la Charte stipule clairement que le rôle du Conseil de sécurité est central, oui. Mais ce que la Fédération de

Russie omet opportunément, c'est le fait qu'elle a utilisé son droit de veto pour bloquer l'action visant à maintenir la paix et la sécurité internationales plus souvent que n'importe quel autre membre permanent. Essentiellement, c'est l'abus par la Russie de cet organe et de son droit de veto qui a gravement porté atteinte à la crédibilité et à la légitimité du Conseil de sécurité.

(*l'orateur reprend en anglais*)

Outre le coût faramineux de l'invasion de l'Ukraine par la Russie pour le pays et sa population, nous devons comprendre – comme de nombreux orateurs l'ont affirmé aujourd'hui – que les agissements de la Russie coûtent encore plus cher au reste du monde. Nous savons tous que les prix des denrées alimentaires et de l'énergie ont augmenté. Les marchés mondiaux ont été ébranlés. La dette des pays est de plus en plus lourde. Ces effets touchent les personnes les plus vulnérables dans de nombreux pays, alors que beaucoup étaient déjà aux prises avec les conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Bien sûr, nous reconnaissons tous que chacun d'entre nous doit faire plus pour aider les pays en proie à des difficultés économiques, aux effets des changements climatiques, à la fragilité, à des conflits et dont les besoins humanitaires et de développement augmentent. Un grand nombre de ces problèmes sont antérieurs à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, même s'ils ont été exacerbés et aggravés par cette invasion. Ils sont aussi les symptômes de problèmes plus graves qui exigent de procéder à une réforme véritable pour rendre le système multilatéral plus équitable et plus efficace.

Mais pour l'amour du ciel, nous devons reconnaître que lorsque nous lisons la Charte, nous devons la lire dans son intégralité. Nous ne pouvons nous contenter de citer tel ou tel paragraphe de manière sélective. Nous devons lire chaque article et comprendre le document dans son ensemble. Nous constaterons alors que la Charte approuve les droits de l'homme. Elle approuve l'égalité des genres. Elle approuve particulièrement le besoin de solidarité sociale et de développement économique. La Charte est bien plus qu'une simple célébration de la souveraineté nationale. Nous ne devons jamais limiter notre capacité à créer de nouvelles institutions pour faire face aux menaces et aux défis nouveaux, et c'est exactement ce que nous faisons tous depuis 1945. La Charte n'est pas une camisole de force destinée à nous empêcher de traiter les questions pressantes. Si je puis reprendre une expression, le Canada considère la Charte comme un arbre vivant – un document vivant – dont les

principes sont clairs et dont la vitalité dépend de notre engagement commun et de bonne foi à la renouveler.

En bref, notre conception de la Charte et du multilatéralisme est très différente de celle de la Fédération de Russie, comme l'a montré sa conduite au cours de l'année écoulée. Nous croyons fermement aux règles qui s'appliquent à chacun d'entre nous, y compris à nous-mêmes. Nous croyons en la dignité humaine et en l'égalité. Nous estimons que ces valeurs doivent être défendues par les institutions et instruments nationaux, régionaux et internationaux. Nous ne pensons pas que la Terre a arrêté de tourner en 1945. Nous n'éprouvons aucune nostalgie pour un monde divisé en sphères d'influence ou en blocs de pouvoir. Par-dessus tout, nous voulons continuer de bâtir une ONU capable d'affronter les problèmes actuels et futurs. Et oui, nous sommes intimement convaincus que « Nous, peuples des Nations Unies », pour reprendre les paroles émouvantes figurant au tout début de la Charte, sommes tout aussi importants que les États eux-mêmes.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Bélarus.

M. Rybakov (Bélarus) (*parle en russe*) : Nous remercions la présidence russe d'avoir convoqué la présente séance du Conseil de sécurité sur un sujet d'actualité.

Aujourd'hui, nous sommes tous témoins d'une transformation politique, sociale et économique mondiale – une transition vers un ordre mondial multipolaire. Il n'est pas facile de renoncer aux privilèges que nous considérons comme acquis et d'accepter les réalités actuelles. Dans la lutte visant à préserver l'ordre mondial unipolaire et son monopole structuré, nous assistons au déploiement de tout un arsenal d'instruments politiques, économiques et de sécurité tels que les sanctions, l'incitation aux troubles politiques, sociaux, ethniques, religieux, linguistiques et culturels et la déstabilisation délibérée de la situation en matière de sécurité de régions entières. Les mesures coercitives unilatérales qui visent plus de 30 États souverains, appliquées en violation de toutes les normes du droit international, ont des effets négatifs sur la qualité de vie de plus d'un tiers de l'humanité. Les sanctions sont une forme moderne de néocolonialisme. Elles sont essentiellement devenues un outil quotidien auquel Washington et ses satellites ont recours pour faire pression sur des pays dont les opinions leur déplaisent. Le Bélarus n'a jamais imposé de restrictions à la coopération avec les États-Unis ou l'Union européenne. En violation de toutes les normes du droit international, des sanctions

politiques, commerciales et financières, entre autres, ont été imposées à notre pays, ce qui entrave le développement des citoyens ordinaires. Malgré cette pression extérieure sans précédent, le Bélarus est ouvert au rétablissement de relations normales avec tous les pays et sur tous les plans, mais pas au détriment de ses valeurs et de ses intérêts nationaux.

Aujourd'hui, l'avenir de la coopération multilatérale et le rôle de l'ONU sont en jeu. Tout au long de son histoire, l'Organisation a enregistré des succès dans plusieurs domaines. Aujourd'hui, plus que jamais, le monde a besoin d'une plateforme qui permette une véritable coopération multilatérale fondée sur les principes de l'égalité souveraine des États, de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures et du respect de toutes leurs préoccupations légitimes en matière de sécurité et de développement.

La réalisation des buts énoncés dans la Charte des Nations Unies reste une entreprise difficile. Voici quelques-unes des raisons qui expliquent cette triste réalité : les tentatives de certains pays de faire fi des buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, voire de les remplacer par un ensemble de prétendues règles inconnues de la majorité des États et imposées dans le seul but de servir leurs propres intérêts ; l'application sélective ou l'interprétation arbitraire des normes du droit international ; le non-respect des obligations prévues par les accords et traités internationaux auxquels les membres de la communauté internationale sont parties, notamment au nom de revendications d'exclusivité ; la résurgence d'une logique de blocs et l'opposition à l'émergence d'un monde multipolaire. Il ne saurait y avoir de véritable multilatéralisme sans dialogue et sans un compromis qui tienne compte des intérêts de toutes les parties concernées. C'est là toute la valeur de la prise de décision par consensus.

À la lumière des déclarations de certains partenaires sur la nécessité – et dans certains cas l'exigence – de repenser les formes traditionnelles de recherche de solutions mutuellement acceptables, la proposition émise il y a quelques jours par le Conseil consultatif de haut niveau pour un multilatéralisme efficace, de redéfinir ou d'abandonner complètement la pratique du consensus, est particulièrement alarmante. Selon cette proposition,

« le consensus est extrêmement inefficace et injuste, car il permet à un petit nombre d'États de faire obstacle à des actions qui sont manifestement nécessaires pour traiter des questions d'intérêt mondial ».

Nous rejetons catégoriquement cette approche. À cet égard, nous rappelons le principe de l'égalité souveraine, fondement de l'Organisation, selon lequel les voix de tous les États sont d'importance égale. C'est ce principe qui nous permet d'éviter de dicter et d'imposer des décisions inacceptables. Une initiative ne peut être efficace et équitable que si elle bénéficie du consentement de toutes les parties concernées.

Le multilatéralisme consiste à prendre des mesures collectives et à déployer des efforts conjoints pour résoudre des problèmes communs. Nous sommes convaincus que l'ONU a un rôle clef à jouer dans la lutte contre les tentatives d'affaiblissement du multilatéralisme. L'ONU est la plateforme universelle qui jouit de la plus grande légitimité et de la plus grande capacité normative pour faire face aux difficultés et aux menaces dans un monde interdépendant, grâce au dialogue, à la compréhension mutuelle, à la tolérance, au respect mutuel, à la solidarité et au consensus, dans l'intérêt du développement politique et économique, du progrès social, de la paix et de la sécurité, du respect des droits humains et de l'état de droit.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Bangladesh.

M. Hossain (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Je félicite chaleureusement la Russie pour sa présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril et je remercie la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies d'avoir organisé le présent débat sur la Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix, qui tombe à point nommé. Nous remercions M. Sergey Lavrov, Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, d'avoir présidé ce débat, et nous remercions également le Secrétaire général de son exposé éclairant.

Le monde d'aujourd'hui est en proie à de multiples défis complexes et multidimensionnels, tels que les changements climatiques, les conflits, le relèvement après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la préservation de la biodiversité et la prévention de la pollution, ainsi que les crises alimentaire, énergétique et financière. Nous sommes convaincus qu'un multilatéralisme efficace, avec la participation de tous les États Membres et d'autres parties prenantes concernées, est la meilleure solution pour relever ces défis multiples et interconnectés, notamment en défendant les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Je voudrais souligner quelques éléments à cet égard.

Premièrement, les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies restent au cœur d'un

multilatéralisme efficace pour résoudre les conflits et les crises mondiales et promouvoir la paix et la sécurité. La Constitution du Bangladesh comporte des obligations similaires à celles de la Charte des Nations Unies dans son engagement sans faille en faveur de la paix et de la sécurité internationales, fondé sur les principes du respect de la souveraineté nationale et de l'égalité, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, du règlement pacifique des différends internationaux et du respect du droit international. Le père fondateur de la nation, Bangabandhu Sheikh Mujibur Rahman, était également un fervent partisan du multilatéralisme et un défenseur des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Dans son premier discours à l'ONU en 1974 (voir A/PV.2243), il a déclaré que l'ONU reste le pôle d'espoir pour l'avenir des peuples dans ce monde marqué par la tristesse, la misère et les conflits.

Deuxièmement, depuis l'adhésion du Bangladesh à l'ONU en 1974, nous avons été à l'avant-garde des activités menées par l'Organisation, notamment en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, pilier central de la Charte des Nations Unies. Aujourd'hui, le Bangladesh est le premier pays fournisseur de contingents ou de personnel de police aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, et nous jouons donc un rôle crucial dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. La résolution phare sur une culture de la paix (résolution 53/243 de l'Assemblée générale) présentée par le Bangladesh a été adoptée par l'Assemblée générale en 1999 et a été suivie chaque année par l'adoption d'une résolution sur ce thème dans le but de promouvoir le règlement pacifique des conflits, le respect et la compréhension mutuels ainsi que la coopération internationale. La Première Ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina, est un porte-drapeau du multilatéralisme efficace et une défenseuse de la Charte des Nations Unies. L'humanité et le courage dont a fait preuve le pays en accueillant plus de 1,2 million de Rohingya, mettant ainsi la région à l'abri d'une déstabilisation potentielle, découlent également de son attachement indéfectible aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Troisièmement, un multilatéralisme efficace doit être redynamisé et revigoré, notamment par la mise en place de lignes directrices visionnaires et d'une stratégie à même de résoudre les crises potentielles à venir grâce à la solidarité et à la coopération mondiales. À cet égard, nous nous félicitons du rapport du Secrétaire général intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982), qui établit une vision pour les 25 prochaines années et expose la façon dont le Secrétaire général conçoit l'avenir de la coopération mondiale.

Quatrièmement enfin, nous traversons une période critique, où la notion même de multilatéralisme est remise en question. Il est aujourd'hui impératif – peut-être plus que jamais – que l'ensemble des Membres de l'ONU s'unissent et s'engagent à faire respecter la Charte dans son véritable esprit afin de faire face aux réalités mondiales et de répondre aux aspirations des générations actuelles et futures. Nous devons explorer toutes les possibilités d'application novatrice des principes énoncés dans la Charte. Le Conseil de sécurité a la responsabilité principale à cet égard et en ce qui concerne la préservation des intérêts de l'humanité à continuer à vivre en paix. Le Bangladesh est prêt à jouer son rôle.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Sri Lanka.

M. Pieris (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : Il a été dit que le bien-être, la paix et la sécurité de l'humanité sont hors de portée tant que son unité n'est pas fermement établie, ce qui, à nos yeux, ne peut être réalisé que par un multilatéralisme efficace, fondé sur des principes fondamentaux tels que la consultation, l'inclusion et la solidarité. Il y a 78 ans, le monde s'est réuni pour signer la Charte des Nations Unies et préserver les générations futures du fléau de la guerre. Aujourd'hui, alors que l'architecture de paix mondiale se trouve confrontée à l'un des plus grands défis que nous ayons connus, la Charte est plus importante que jamais. Dans notre quête d'un multilatéralisme efficace et d'une diplomatie au service de la paix, nous, membres de la communauté internationale, réaffirmons notre engagement inébranlable en faveur du multilatéralisme, du respect de l'état de droit et de la gouvernance mondiale.

Alors que le monde commençait à se remettre des défis extraordinaires posés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), nous avons dû faire face à de nouveaux conflits, qui ont apporté encore plus d'incertitude. L'agression dont nous sommes témoins n'est pas seulement une catastrophe humanitaire pour les personnes directement touchées, elle a aussi de graves conséquences pour la communauté internationale, en particulier les pays en développement. Les pères fondateurs de l'Organisation l'ont créée dans le but de maintenir la paix et la sécurité internationales, de développer des relations amicales entre les nations et de prendre d'autres mesures appropriées pour renforcer la paix universelle. Ils souhaitaient également instaurer une coopération internationale afin de résoudre les problèmes économiques, sociaux, culturels et humanitaires et de promouvoir le respect des droits humains et des libertés fondamentales pour tous. L'environnement politique, militaire, économique, écologique, social et

culturel dans lequel l'ONU opère a considérablement changé au fil des ans et continue d'évoluer.

Le maintien de la paix et de la sécurité internationales est l'objectif premier du Conseil de sécurité, organe principal de l'ONU dans ce domaine. J'ai été heureux d'entendre le Secrétaire général exprimer ce matin sa position ferme (voir S/PV.9308) concernant la situation grave du Soudan et d'autres conflits qui compromettent la paix dans le monde. Je crois qu'il convient ici de citer l'Empereur Hailé Sélassié, qui s'est plu à faire observer que :

« La Charte des Nations Unies exprime les aspirations les plus nobles de l'homme : la renonciation au recours à la force comme mode de règlement des différends entre États ; la garantie des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ; la sauvegarde de la paix et de la sécurité internationales ». (*A/PV.1229, par.5*)

Outre ces premiers objectifs que sont le maintien de la paix, la protection des droits de l'homme, la mise en place du cadre de la justice internationale et la promotion du progrès socioéconomique, au cours des huit décennies environ qui se sont écoulées depuis sa création, l'ONU a relevé de nouveaux défis, tels que la lutte contre le VIH/sida, les pandémies, les mégadonnées et les changements climatiques. C'est l'ancien Secrétaire général Ban Ki-moon qui a déclaré qu'une sécurité socioéconomique, ancrée dans le développement durable, était la pierre angulaire de la paix et de la sécurité pour tous les peuples. Elle est la clef qui permettra de régler tous les problèmes, a-t-il ajouté. Pourquoi ? Parce qu'elle nous permet d'examiner toutes les grandes questions, la pauvreté, les changements climatiques, l'environnement et la stabilité politique, comme les éléments d'un tout.

La question a été posée de savoir si le Conseil de sécurité pouvait faire davantage pour garantir la paix et la sécurité dans le monde. Nous devons être attentifs à ce qui se déroule actuellement au sein du système des Nations Unies, dans lequel les objectifs et les priorités politiques de nombreux États modernes subissent des changements qualitatifs de grande envergure. Le monde est en train de passer, même au détriment des valeurs humaines, d'une structure de relations internationales semblable à celle d'une « paix froide » à un nouveau système de survie, qui est aussi contraire aux principes du multilatéralisme. Nous devons faire face efficacement à ces changements si nous voulons donner vie à

Notre Programme commun (A/75/982), au Sommet sur les objectifs de développement durable, au Sommet de l'avenir, au Nouvel Agenda pour la paix et à une déclaration pour les générations futures.

Il a été dit que le monde a besoin d'un ordre mondial, juste et humain dans lequel les droits de tous sont préservés et la paix et la sécurité sauvegardées. Il est dans notre intérêt de ne pas perdre de vue cet objectif ; il y va de notre survie. Nous demandons à toutes les parties impliquées dans un quelconque conflit d'agir avec retenue et de recourir aux meilleures pratiques diplomatiques avec l'aide de leurs partenaires multilatéraux, car la paix est bien à notre portée si nous avons la volonté de rechercher les moyens d'y parvenir. Les pays en développement ont besoin de paix, de toute urgence.

Le Président (*parle en russe*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Malaisie.

M. Muhamad (Malaisie) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je remercie la Russie, qui assume la présidence du Conseil de sécurité, d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui. La Malaisie remercie également le Secrétaire général, M. António Guterres, de son exposé (voir S/PV.9308).

La Malaisie s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Azerbaïdjan au nom du Mouvement des pays non alignés.

La tenue du présent débat public tombe à point nommé, car le monde continue d'être terriblement divisé. Les conflits se sont multipliés et les initiatives de paix ont connu de nombreux échecs. Les souffrances perdurent dans des pays tels que la Palestine, le Myanmar et l'Ukraine, pour n'en citer que quelques-uns. Partout dans le monde, la haine et la méfiance augmentent, la menace de l'extrémisme et du terrorisme s'accroît et la prolifération des armes de destruction massive se poursuit.

L'ONU a vu le jour il y a 78 ans. Elle a été conçue comme un garant de la paix et de la sécurité internationales, un promoteur des droits de l'homme, un protecteur du droit international et un ingénieur des progrès socio-économiques. Comme l'indique la Charte des Nations Unies, le dénominateur commun à tous ces attributs est la paix dans le monde. Pourtant, les crises actuelles ne

font que confirmer que le multilatéralisme est gravement menacé. Pour préserver le caractère central de l'ONU en tant que socle de la coopération internationale, nous devons la défendre et la renforcer pour qu'elle soit en mesure de relever des défis mondiaux de plus en plus complexes. C'est pourquoi la Malaisie est fermement convaincue qu'il est dans notre intérêt collectif de travailler ensemble pour préserver ce système, qui repose sur nos valeurs universelles communes. Tous les États Membres doivent rester unis et agir de concert pour défendre et respecter les objectifs et les principes des Nations Unies, tels qu'ils sont énoncés dans la Charte. Nous devons intensifier le dialogue et la coopération afin de préserver ces principes et le multilatéralisme. Comme le prévoit la Charte, l'ONU a été et reste à l'avant-garde des divers efforts internationaux et multilatéraux visant à relever les défis et à maintenir la paix et la sécurité internationales.

La Malaisie réaffirme son plein appui à la déclaration sur la défense du multilatéralisme des dirigeants de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), adoptée au trente-huitième sommet de l'ASEAN en 2021, et sa conviction que le régionalisme et le multilatéralisme sont des outils essentiels de la coopération mondiale. La force et la valeur de ces systèmes résident dans le fait qu'ils sont fondés sur des règles et qu'ils sont inclusifs, transparents et ouverts, et reposent sur les principes d'avantage et de respect mutuels. Nous estimons que le rapport du Secrétaire général *Notre Programme commun* (A/75/982) et ses recommandations présentent les visions et stratégies appropriées pour faire en sorte que le système multilatéral puisse travailler de manière coordonnée afin d'atteindre les objectifs de développement durable. Il offre aux États Membres la possibilité de coopérer plus efficacement par l'entremise de plateformes mondiales communes.

La Malaisie a toujours fondé sa politique étrangère sur une coopération constructive en ayant recours au multilatéralisme. À cet égard, nous continuerons de travailler en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes en participant de manière concrète aux travaux de diverses instances multilatérales.

La séance est levée à 17 h 50.